



البنك التونسي الكويتي
Banque Tuniso-Koweitienne



RAPPORT ANNUEL 2014

DRAFT

SOMMAIRE	Page
INFORMATIONS GÉNÉRALES	3
Présentation de la BTK-Groupe BPCE	3
Les actionnaires de la BTK-Groupe BPCE	3
Les Administrateurs de la BTK-Groupe BPCE	3
La Direction Générale	4
Les Commissaires aux comptes	4
Notation	4
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE POUR LA BTK	5
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL	10
Conjoncture nationale en 2014	11
LES CHIFFRES CLÉS DE LA BTK-GROUPE BPCE	12
ACTIVITE ET RESULTAT DE LA BANQUE	14
Fonds Propres	16
. Dépôts clientèle	16
. Emprunts à Moyen et Long Terme	17
. Passif et Fonds Propres	18
. Crédits Clientèle	19
Résultats de la Banque	20
Marge Nette d'Intérêts	21
Commissions	21
. Portefeuille Titres commercial	22
. Portefeuille Titres d'Investissement	23
Produit Net Bancaire	24
. Frais de gestion	25
Coefficient d'exploitation	26
. Coût du Risque et zoom créances classées/AR	26
Résultat Net	28
. Ratios Réglementaires (Liquidité et Solvabilité)	29
ETATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2014	30
ANNEXES	33
<i>PRESENTATION DE LA CHARTE ET DU CODE DEONTOLGIQUE INTERNE</i>	34
<i>PARCOURS ET PRINCIPAUX MANDATS DES MEMBRES DU CA</i>	34
<i>ORGANISATION DE LA BANQUE</i>	39
<i>DESCRIPTION DE LA STRUCTURE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES</i>	40
<i>DE LA GESTION DES RISQUES</i>	
<i>PROFIL DE RISQUES DE LA BANQUE, NOTAMMENT LE NIVEAU D'EXPOSITION PAR</i>	41
<i>TYPES DE RISQUES, PAR ZONE GEONGRAPHIQUE, PAR SECTEUR ET PAR</i>	
<i>PRINCIPAUX BENEFICIAIRES</i>	
<i>P OLITIQUE DE PROVISIONNEMENT POUR LA COUVERTURE DES RISQUES</i>	44

PRESENTATION DE LA BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE - GROUPE BPCE

Dénomination:	Banque Tuniso-Koweitienne - Groupe BPCE
Forme juridique.	Société Anonyme
Nationalité.	Tunisienne
Siège social.	10 bis Avenue Mohamed V - 1001 Tunis
Téléphone:	+ 216 71 204 000
Fax	+ 216 71 343 106
Site Internet:	www btknet com
Date de constitution	25 février 1981
Registre du commerce:	B152691996
Matricule fiscal	12357 S/A/M/000
Capital social:	100 000 000 Dinars Tunisiens
Objet social	Banque Universelle au sens de la loi 65-2001 relative aux établissements de crédit depuis le 21 Mai 2004.
Régime fiscal.	Droit commun

LES ACTIONNAIRES DE LA BANQUE

A la date du 31-12-2014, le capital social s'élève à 100 millions de dinars composé de 1 000 000 actions d'une valeur nominale de 100 D chacune libéré en totalité Ce capital est réparti comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant (en DT)	% détenu
BPCE IOM (Groupe BPCE)	600 000	60 000 000	60,0
Etat tunisien	200 000	20 000 000	20,0
Kuwait Investment Authority	200 000	20 000 000	20,0
Total	1 000 000	100 000 000	100,0

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE

A fin décembre 2014, la composition du Conseil d'Administration de la BTK-Groupe BPCE est la suivante

Monsieur Philippe GARSUAULT	Président du Conseil d'Administration
Monsieur Yvan de la Porte du THEIL	Représentant BPCE IOM - Groupe BPCE
Monsieur Gonzague DE VILLELE	Représentant BPCE IOM - Groupe BPCE
Monsieur Frédéric GOUPY	Représentant BPCE IOM - Groupe BPCE
Monsieur Alain MERLOT	Représentant BPCE IOM - Groupe BPCE
Monsieur Radhi MEDDEB	Représentant BPCE IOM - Groupe BPCE
Monsieur Mohamed Hilal AL MUTAIRI	Représentant the Kuwait Investment Authority
Monsieur Nabil AL ABDULJALIL	Représentant the Kuwait Investment Authority
Monsieur Ali OUEGHI	Représentant le Ministère des Finances - Tunisie
Monsieur Mohamed CHOUKHA	Représentant le Ministère des Finances - Tunisie
Monsieur Chekib NOUIRA	Indépendant
Monsieur Mohsen GHANDRI	Indépendant

En 2014, le Conseil d'administration s'est réuni à cinq reprises

LES MEMBRES DU COMITE DES NOMINATIONS ET REMUNERATIONS DE LA BANQUE

Monsieur Philippe GARSUAULT	Président
M. Ali OUEGHI	
M. Mohammad Hilal Al MUTAIRI	
M. Chekib NOUIRA	

En 2014, le Comité des nominations et rémunérations s'est réuni trois fois.

LES MEMBRES DU COMITE EXECUTIF DE CREDIT DE LA BANQUE

Monsieur Houssein MOUELHI Président

Monsieur Gonzague de VILLELE
Monsieur Mohamed Hilal AL MUTAIRI
Monsieur Mohamed CHOUIKHA

En 2014, le Comité exécutif de crédit s'est réuni à trois reprises.

LES MEMBRES DU COMITE PERMANENT D'AUDIT INTERNE DE LA BANQUE

Monsieur Chekib NOUIRA Président

Monsieur Frédéric GOUPY
Monsieur Yvan de la Porte du THEIL
Monsieur Radhi MEDDEB

En 2014, le Comité permanent d'audit Interne s'est réuni à six reprises.

LES MEMBRES DU COMITE DES RISQUES DE LA BANQUE

Monsieur Mohsen GHANDRI Président

Monsieur Alain MERLOT
Monsieur Nabil AL ABDULJALIL
Monsieur Ali OUERGHI

En 2014, le Comité des risques s'est réuni à six reprises

REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS :

Selon une décision de l'AGO du 15 juin 2012 et CA du 15/06/2013, les administrateurs qui sont physiquement présents lors de chaque séance reçoivent des jetons de présence de la manière suivante :

- 4 200 Dinars par Conseil et par administrateur avec un maximum de 6 séances par an
- 1 000 Dinars par Comité et par administrateur avec un maximum de 6 séances par an.

LA DIRECTION DE LA BANQUE

Monsieur Houssein MOUELHI Directeur Général *

* *Décision du Conseil du 16 Février 2012, à partir du 5 Mars 2012*

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

- Les deux commissaires aux comptes de la BTK - Groupe BPCE sont les cabinets "FMBZ-KPMG Tunisie" et "ECC-MAZARS". L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 15 Juin 2012 a renouvelé leur mandats de 3 ans et ce pour les exercices 2012, 2013 et 2014

NOTATION

- L'agence de notation standard & Poor's a confirmé le 20 Décembre 2013, à la BTK - Groupe BPCE la note **B -**

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2014

Dans un contexte de transition politique post-révolution et d'une détérioration de la situation économique, la BTK a visé, tout au long de l'année 2014, à poursuivre son développement commercial, en adaptant sa stratégie aux fortes contraintes qui ont pesé sur le secteur bancaire : durcissement de la concurrence, raréfaction de la ressource, dégradation de la qualité de risque et évolutions réglementaires.

✓ **Dans le domaine de l'activité commerciale**

- Ouverture de trois nouvelles agences (Mghira, Djerba et Mourouj6)

Entre fin mai et sur le mois de juin, trois nouvelles agences dédiées au retail sont effectives : Mghira, Mourouj6 et Djerba. Les premières réalisations commerciales de ces agences sont encourageantes.

- Mise en marché des packages Kyassi destinés aux particuliers

Le lancement des packages Kyassi destinés aux particuliers a été effectué début 2014. Trois différents packs sont proposés aux clients. La rapidité de souscription, l'attractivité des produits inclus dans les packages ainsi qu'une tarification mensualisée ont permis de réaliser d'excellentes performances commerciales. A ce jour, 15 327 packs ont été vendus dont 6 958 de nouvelles conquêtes.

- Mise en place du Plan d'Épargne SABA

Début avril 2014, la BTK a lancé son nouveau plan d'épargne dans l'ensemble du réseau. Les caractéristiques du produit, notamment sa rémunération et les droits à crédit obtenus et cessibles constituent des facteurs de différenciation notables. A fin décembre 2014, la BTK est en ligne avec ses objectifs épargne par ailleurs ambitieux pour 2014.

- Nouvelle stratégie de distribution. repositionnement du retail et ouverture d'un Centre d'Affaires Entreprises (Alain Savary)

Un premier centre d'affaire entreprise est pleinement opérationnel sur le site d'Alain Savary. Les clients éligibles ont été informés et disposent d'un chargé d'affaires individualisé. Le 16 Février 2015, un deuxième centre d'affaires a ouvert ses portes à Sfax.

- Travaux sur la nouvelle segmentation CICE - Mise en Portefeuille

L'ensemble des clients a été segmenté selon le modèle groupe CICE. Ils ont été mis en portefeuille chez des chargés de clientèle individualisés. En parallèle, ces derniers ont bénéficié de formations adaptées sur les bénéficiaires d'un traitement proactif du portefeuille clients et sur les méthodes de découvertes clients et de leurs besoins. Volet formation, les managers ont été re-sensibilisés à l'importance du coaching et à la démultiplication du savoir-faire.

- Mise en place des TPE

La commercialisation des TPE est effective depuis fin mai 2014 en partenariat avec la société Allianz distribuant la marque Ingenico.

- Travaux sur le lancement d'une solution de Mobile Banking avec un applicatif BTK

L'application BTK mobile sera disponible fin mars 2015. Nous avons décidé de lancer la commercialisation lorsque l'applicatif sera disponible aussi bien sous IOS / Sur Iphone qu'Android / Play store. Par ailleurs, la BTK a décidé de renforcer son offre en matière de banque digitale avec le développement d'une solution de e-relevés.

- Travaux sur le CAT progressif (décembre 2014)

Le développement d'un compte à terme à taux progressif, rémunérant la fidélité des souscripteurs a été engagé. Des demandes d'aménagement ont été adressées à l'éditeur informatique afin de respecter le cahier des charges.

- Lancement du chantier « automatisation des conventions »

La BTK a choisi de faire de la prescription un des piliers de sa politique d'acquisition de nouveaux clients. De nombreuses conventions entreprises avec des conditions préférentielles pour les salariés ont ainsi été mises en place. Ce chantier a abouti en juin. Il permet l'affectation des conditions préférentielles des conventions aux salariés bancarisés à la BTK ainsi que le contrôle de la bonne attribution de ces conditions.

- Lancement du projet ATCA « Amélioration du temps commercial en agence »

Dans le contexte de conduite du changement commercial, ce projet a pour ambition de valider le temps commercial disponible en agence pour chaque métier vendeur et de proposer des actions de reengineering des process visant l'amélioration de la productivité.

✓ **Dans le domaine du pilotage des ressources**

Dans un contexte où les liquidités sont encore très tendues, la banque a maintenu la priorité sur la diversification des ressources et sur l'amélioration de sa liquidité.

Ces ressources ont permis de réduire la dépendance envers des dépôts à termes et des certificats de dépôts jusqu'alors très concentrés et dont le coût continue de faire l'objet d'une surenchère excessive.

La mobilisation des ressources extérieures BEI, BERD et BPCE ont largement contribué au rééquilibrage du bilan et au redressement du ratio de liquidité, qui s'établit désormais, depuis août, au-dessus du minimum réglementé (60%) ; soit 87% au 31/12/2014.

De même, l'emprunt obligataire subordonné a contribué également à la consolidation du ratio de solvabilité pour porter ce dernier de 10,8% à 13,9%.

L'augmentation progressive de l'enveloppe de concours refinançables auprès de la BCT a également facilité la gestion de la trésorerie et la sélection des ressources à court terme.

✓ **Dans le domaine des Ressources Humaines**

La dynamique de structuration, de professionnalisation et de motivation engagée dans le cadre du Plan Stratégique s'est concrétisée par des avancées majeures en réalisations en 2014.

Le processus de recrutement a été formalisé et rationalisé. Il accorde une priorité à la mobilité interne pour favoriser la promotion interne, la polyvalence et le transfert des connaissances.

Le dispositif d'objectivation et d'évaluation des compétences a également été formalisé et généralisé. L'évaluation, matérialisée par des entretiens structurés, s'appuie sur le contenu des fiches d'emploi pour l'ensemble des métiers, conformément au manuel de l'organisation de la banque.

Les actions de formation ont été multipliées, notamment au travers de cursus de formation pour les nouvelles recrues du réseau commercial, des parcours d'intégration et l'accompagnement du projet Horizon, par la formation de l'ensemble des collaborateurs sur les différents modules du nouveau système d'information et les formations managériales pour l'ensemble des directeurs de la banque.

Des formations sur l'animation commerciale ont couvert l'ensemble des équipes du réseau de la banque.

✓ **Dans le domaine des marchés de capitaux**

Les activités de la salle de change ont poursuivi leur développement au travers d'une expertise reconnue, une offre concurrentielle sur le change comptant et le change à terme et la diversification de sa clientèle notamment au travers de synergies développées avec la Direction des Entreprises.

✓ **Dans le domaine informatique**

L'année 2014 a été marquée par la poursuite des chantiers de développement du nouveau SI Global Bancaire Delta suite à la migration de Mai 2013.

Le réseau a perçu positivement le nouvel outil qui apporte des fonctionnalités nouvelles et améliore la qualité de service. Globalement, la Banque bénéficie désormais d'un socle technique stable, capable de traiter l'ensemble de ses opérations pour des volumes importants, de façon sécurisée et sur lequel elle assoit le développement de ses nouvelles activités

En parallèle à la stabilisation du système et son appropriation, la banque a entamé à partir de début 2014, de nouveaux projets de développement, le paramétrage de nouveaux produits et l'homologation de nouveaux modules sur Delta :

- Mise en marché des produits, packages particuliers Kyassi
- Mise en marché du produit PEL « ESSABA », Plan d'Epargne Logement
- Mise en marché du Produit « TPE »
- Mise en marché du serveur d'autorisation monétique « Smart Connect »
- Notation commerciale et mise en portefeuille par chargé de clients « Projet Lumière »
- Mise en place de la Plateforme « Tuneys » et de l'interface de Delta/Tuneys
- Mise en place d'un module de souscription SICAV interfacé avec Delta pour la gestion des opérations de la clientèle sur les titres Univers SICAV

✓ **Conformité**

- Mise en place de Delta Lab pour la lutte anti-blanchiment
- Mise en place de la centrale des bilans clients interfacée avec le core banking Delta

✓ **Evolution de l'infrastructure technique afin de renforcer les objectifs de sécurité**

- Internalisation de la messagerie (MEP d'un serveur exchange 2013)

✓ **Dans le domaine de production bancaire**

Concernant la production bancaire, les principaux faits marquant pour l'année 2014 :

Tarification et Prestations sur compte :

Aménagement des conditions tarifaires de manière distinguée entre particuliers et entreprises avec introduction de nouvelles conditions

- L'aménagement a concerné : les frais de tenue de compte, la CG sur les crédits Amortissables, les frais d'abonnement E-Banking et les frais d'incidents de paiement (Préavis et CNP).
- L'introduction de nouvelles commissions a concerné les frais d'intervention sur compte et commission de gestion sur NP liées aux utilisations en dépassement des autorisations ou sur autorisations échues

Gestion des chéquiers : nouveaux format de chéquiers/ lettre chèque et externalisation de l'envoi des chéquiers à la STIMEC.

Monétique : lancement de l'activité affiliation commerçant

BO Crédit : Automatisation de la perception des primes ADE.

✓ **Dans le domaine de l'audit**

Certains domaines ont été couverts pour la première fois, depuis l'acquisition de la BTK par le Groupe BPCE, tels que les domaines Recouvrements (Amiable et Contentieux), les Achats & La Logistique, la Comptabilité et la filiale de leasing - AIL

La mission de l'Inspection Générale du Groupe BPCE menée fin 2013 a été clôturée en 2014 et son rapport fait l'objet d'un suivi par les structures de la banque pour mettre en place les recommandations formulées en respect du planning arrêté

✓ **Dans le domaine des Risques et du recouvrement**

Création d'une Direction des Risques rattachée au Directeur Général assurant les missions de mesure, surveillance et maîtrise des risques hors conformité, en application de circulaire BCT n° 2006-19 relative au contrôle interne Elle prend en charge également le pilotage du dispositif de contrôles permanents de second niveau

Durant l'année 2014, la Direction des Risques a procédé à des contrôles qui ont montré que

- Les schémas délégataires sont globalement respectés. Les cas de non respect du schéma ou de dépassements d'autorisation ont fait l'objet d'alertes et ont donné lieu à des régularisations.
- Les normes de division des risques sont respectées. Au 31/12/2014, la banque respecte les normes de la circulaire 91-24 et 2012-09.
- Deux limites sectorielles ont été dépassées au 31/12/2014 (Promotion Immobilière et métallurgie) Ces dépassements ont été présentés en Comité des risques et ont fait l'objet d'une validation
- Des limites internes sur les positions de changes spot par devise ont été fixées. Ces limites sont suivies quotidiennement et font l'objet d'alertes en cas de dépassements. Pour les limites par devise, aucun dépassement n'a été enregistré en 2014
- La limite réglementaire de liquidité de 100% a été respectée à partir d'août 2014.
- Le niveau de refinancement auprès de la BCT a été réduit à partir d'août 2014 ;

Sur l'année 2014, la Direction des Risques a poursuivi les travaux de fiabilisation de la segmentation, grappage et a contribué à un meilleur déploiement des outils de notation. Le schéma délégataire qui sera mis à jour en 2015 tiendra compte de la segmentation et de la notation du client

La charte financière de la BTK a été validée début 2015, celle-ci intègre .

- La stratégie financière de la banque, les limites et le dispositif de contrôle mis en place
 - Des limites internes sur les positions de changes spot par devise ont été fixées. Ces limites sont suivies quotidiennement et font l'objet d'alertes en cas de dépassements Pour les limites par devise, aucun dépassement n'a été enregistré en 2014.
 - La limite réglementaire de liquidité de 100% a été respectée à partir d'août 2014
- Le dispositif de mesure et de gestion du risque opérationnel.
- Le Plan de Continuité des Activités (PCA)

Le dispositif du recouvrement

Au-delà de la poursuite des efforts de sélection, de surveillance et de maîtrise des risques de crédit, les activités de recouvrement ont revêtu une importance primordiale. Leur structuration progressive, l'animation régulière de comité de recouvrements et la dynamisation des transferts de portefeuille (notamment à la filiale de recouvrement) contribuent à la maîtrise des taux d'impayés L'enjeu de recouvrement sera d'autant plus central, demain, que les récentes réformes réglementaires en matière de provisionnement imposent aux banques une gestion proactive des dossiers compromis ou contentieux.

✓ **Dans le domaine de la conformité et lutte anti-blanchiment**

- Actualisation des procédures LCB/FT de la banque suite à la publication de la circulaire BCT 2013/15 du 7 Novembre 2013 relative à la mise en place des règles de contrôle interne pour la gestion des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme
- Réalisation du projet LAB/Amplitude par le paramétrage de la classification des clients
- Projet Hannibal (déclarations portant sur les opérations d'importations en devises délivrées par les services de douane dans les points frontaliers la banque déclare actuellement ce type d'opérations via le même système de transmission de données
- Formation de 11 nouveaux collaborateurs de la banque recrutés en 2014.
- Déploiement des fiches de contrôle de la LAB-FT.
- Formation de la majorité des collaborateurs sur LAB/FT via l'outil du Groupe Essentia.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER NATIONAL

CONJONCTURE NATIONALE EN 2014 (SOURCE : CA BCT DU 2 FEVRIER 2015)

Lors de son conseil d'administration tenu le 2 Février 2015, La banque centrale de Tunisie a noté le succès des autorités tunisiennes dans l'achèvement de l'émission d'un emprunt obligataire, portant sur un montant de 1 milliard de dollars pour une durée de dix ans (2015-2025), ce qui permettrait de couvrir une bonne partie des besoins financiers du Budget de l'Etat, au titre de l'année courante, et de consolider les réserves en devises de la Banque Centrale, tout en saluant le regain de confiance des marchés financiers internationaux dans le pays surtout avec l'embellie des perspectives de la notation financière de la Tunisie auprès des agences internationales concernées et ce, en rapport avec la détente de la situation politique dans le pays, ce qui devrait renforcer à l'avenir sa capacité à mobiliser les ressources financières extérieures nécessaires au financement de l'économie

La banque centrale a également pris connaissance des dernières actualisations du taux de croissance économique pour l'ensemble de l'année 2014, qui a été légèrement révisé, au cours du mois précédent, de 2,4% à 2,5%, sachant que le taux de croissance prévu pour l'année 2015 devrait se limiter à 3%, soit un taux qui demeure modeste compte tenu de l'importance des défis en matière de relance de l'investissement et de l'emploi

Sur le plan sectoriel, La banque centrale a constaté la poursuite du ralentissement de l'évolution de l'indice général de la production industrielle, au cours des dix premiers mois de l'année 2014 (+0,3% contre 2,1% au cours de la même période de l'année précédente), en rapport avec la baisse de la production non-manufacturière d'une part, et le ralentissement de la production manufacturière d'autre part

En revanche, une hausse des exportations a été enregistrée dans les principaux secteurs orientés à l'export, au cours du mois de décembre, surtout pour les industries mécaniques et électriques et les industries des textiles, habillement, cuir et chaussures, parallèlement à une reprise des importations des matières premières et demi-produits et à une accélération du rythme des importations des biens d'équipement, ce qui augure de perspectives positives de croissance dans l'avenir

Toutefois, La banque centrale a exprimé ses inquiétudes concernant la situation du secteur des services qui a vu ses principaux indicateurs d'activité poursuivre leur repli en décembre dernier, surtout dans les secteurs du tourisme et du transport aérien

Pour ce qui est du secteur extérieur, La banque centrale a signalé la persistance de l'évolution négative, illustrée par l'accroissement du déficit courant en 2014 par rapport à l'année 2013, qui s'est élevé à 7.385 MDT où l'équivalent de 8,9% du PIB, contre 6.302 MDT et 8,3% en 2013. En particulier, La banque centrale a examiné de près le dérapage continu du déficit commercial qui a atteint un niveau record (13,6 milliards de dinars), alors qu'il n'a pu être couvert par l'excédent de la balance des services qu'à hauteur d'environ 23%. Néanmoins, et malgré ces évolutions, le niveau des réserves nettes en devises a été consolidé, atteignant 15.055 MDT où l'équivalent de 129 jours d'importation, à fin janvier 2015, contre 112 jours au terme de l'année dernière, et ce, grâce à l'intensification des efforts de mobilisation des financements extérieurs, où les entrées nettes de capitaux étrangers se sont élevées à 9 milliards de dinars au cours de l'année 2014.

S'agissant de l'évolution des prix, La banque centrale a relevé une tendance positive reflétée par le ralentissement continu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation, depuis le début du mois de juillet dernier, pour atteindre 5% en glissement annuel, en décembre 2014. En conséquence, le taux d'inflation a enregistré une baisse sensible durant toute l'année 2014, soit 5,5% en moyenne annuelle, contre 6,1% en 2013. Cette tendance a concerné aussi bien, les prix des produits libres, que ceux des produits encadrés.

Lors de l'analyse des récentes évolutions de l'activité du secteur bancaire, La banque centrale a relevé une amélioration de l'évolution des dépôts au cours de l'année 2014 (8,2% contre 7,4%), en relation surtout avec la consolidation des dépôts à vue. De leur côté, les concours à l'économie ont enregistré, également, la même tendance, au cours de la même période (9,4% contre 6,8%), suite notamment, à l'évolution accélérée des crédits à court terme avec un taux de 18,3%, soit le rythme le plus élevé depuis quatre ans.

Au niveau monétaire, La banque centrale a noté une poursuite de la tendance à la baisse des besoins de liquidité des banques, au cours du mois de janvier 2015, où les opérations de politique monétaire de la Banque Centrale se sont repliées pour revenir à 3.418 MDT, en moyenne

quotidienne, contre 4.352 MDT en décembre 2014. Pour sa part, le taux d'intérêt moyen sur le marché monétaire a connu une quasi-stabilité, pour se situer à 4,89%, au terme du mois de janvier

Quant au taux de change, la parité du dinar a enregistré une appréciation de 3,3% face à l'euro, contre une dépréciation de l'ordre de 4% vis-à-vis du dollar, le 29 janvier courant et par rapport à la fin de 2014, pour atteindre respectivement, 2,1908 dinars et 1,9384 dinar

A la lumière de ces évolutions, La banque centrale a décidé de maintenir inchangé le taux d'intérêt directeur de la Banque Centrale.

Egalement, La banque centrale a été informée de la décision de la Banque Centrale relative à la suppression de la réserve obligatoire au taux de 30% sur les crédits à la consommation octroyés par les banques, et ce, en vue d'atténuer les pressions sur la liquidité bancaire.

Enfin, La banque centrale tient à souligner l'importance des défis qui s'imposent à l'économie nationale et qui exigent de toutes les parties prenantes de valoriser le climat politique propice à mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires à l'impulsion de la croissance et de l'emploi. Ce qui requiert, en outre, une maîtrise des risques pesant sur les équilibres financiers globaux dont, en premier lieu, l'équilibre du secteur extérieur, et l'intensification des efforts visant la rationalisation de la consommation et de l'importation, le renforcement des secteurs productifs et l'amélioration de leur compétitivité en leur fournissant l'appui nécessaire à même d'assurer la reprise du rythme des exportations.

**LES CHIFFRES CLÉS
DE LA BANQUE TUNISO-KOUEITIENNE - Groupe BPCE**

CHIFFRES CLES

	2013	2014	Variation
Activité			
Dépôts de la clientèle	854 804	854 628	0 0%
Emprunts & ressources spéciales	194 160	381 455	96 5%
Crédits Clientèle (nets)	1 131 784	1 321 652	16.8%
Portefeuille Titres commercial	49 944	55 033	10 2%
Portefeuille Titres d'Investissement	38 474	38 459	0 0%
Valeurs immobilisées	28 085	32 150	14 5%
Total Bilan	1 356 969	1 531 837	12 9%
Résultats			
Marge d'intérêts	25 746	35 417	37 6%
Commissions nettes	12 111	15 146	25 1%
Portefeuille commercial	9 289	5 831	-37.2%
Portefeuille d'Investissement	5 762	7 036	22 1%
Produit Net Bancaire	52 908	63 430	19 9%
Frais de Gestion	-32 524	-38 035	16 9%
Résultat brut d'exploitation	21 300	26 275	23 4%
Résultat Net	10 090	10 439	3 5%
Fonds propres	152 662	162 132	6 2%
Ratios			
Rentabilité des fonds propres moyens(ROE)	6 0%	6 6%	+0 5 Pts
Rentabilité des actifs moyens(ROA)	0 8%	0 7%	- 0.1 Pts
PNB/Fonds propres Moyens	31 6%	40 0%	+8 4 Pts
Coefficient d'exploitation	61 5%	60.0%	- 1 5 Pts
Commissions / Frais de personnel	63 2%	70 7%	+7 5 Pts
Coefficient Emplois / Ressources (clientèle)	132 4%	154 6%	+22 2 Pts
Coefficient Emplois / Ressources (yc EO et ressources spéciales)	107 9%	106 9%	- 1 0 Pts
Ratio de Capital (FP/Total Bilan)	11 3%	10 6%	- 0 7 Pts
Ratios réglementaires			
Ratio de solvabilité (hors Emp Sub)	10 7%	10 8%	+0 1 Pts
Ratio de solvabilité (yc Emp Sub)		13 9%	--
Fonds propres/dépôts	17 9%	19 0%	+1 1 Pts
Ratio de liquidité nouveau (format LCR) *	--	87 2%	--
Effectif et nombres d'agences			
Effectif Moyen	368	386	4 9%
Nombre d'agences	24	27	12 5%
Nombre de GAB	30	36	20 0%
Nombre de Cartes bancaires	10 624	17 811	67 6%

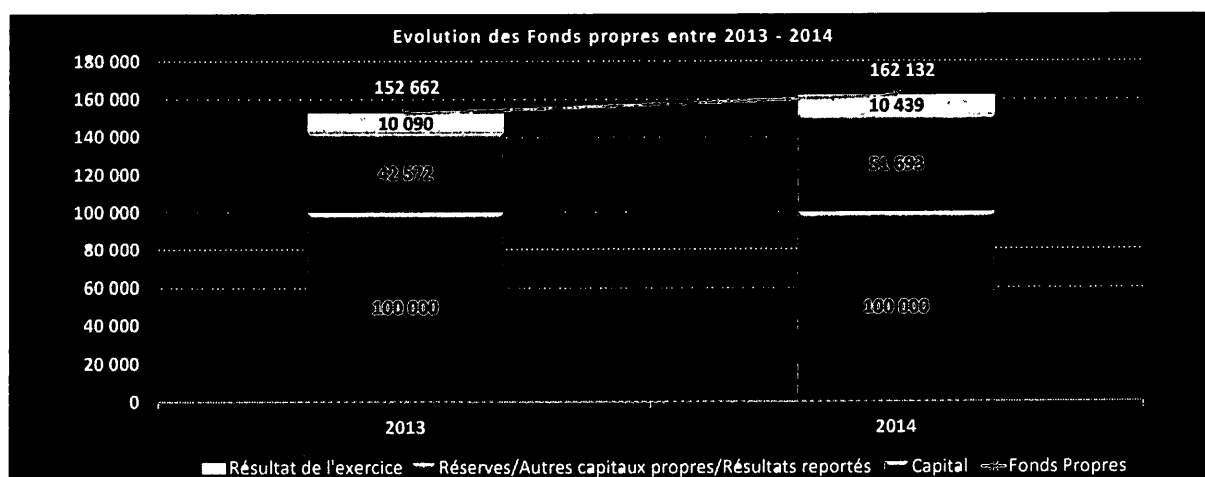
* Minimum de 60% à respecter durant l'année 2015

ACTIVITÉ DE LA BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE
Groupe BPCE

LES FONDS PROPRES NETS (AVANT AFFECTATION DU RESULTAT)

(en milliers de dinars)

	2013	2014	Variation en %
Capital	100 000	100 000	0.0%
Réserves	62 692	46 893	-25.2%
Autres capitaux propres	3 980	3 762	-5.5%
Résultats reportés	-24 100	1 038	ns
Résultat de l'exercice	10 090	10 439	3.5%
Total Capitaux Propres	152 662	162 132	6.2%



Les fonds propres ont connu une hausse de 6.2% en passant de 152,662 millions de dinars en 2013 à 162,132 millions de dinars en 2014.

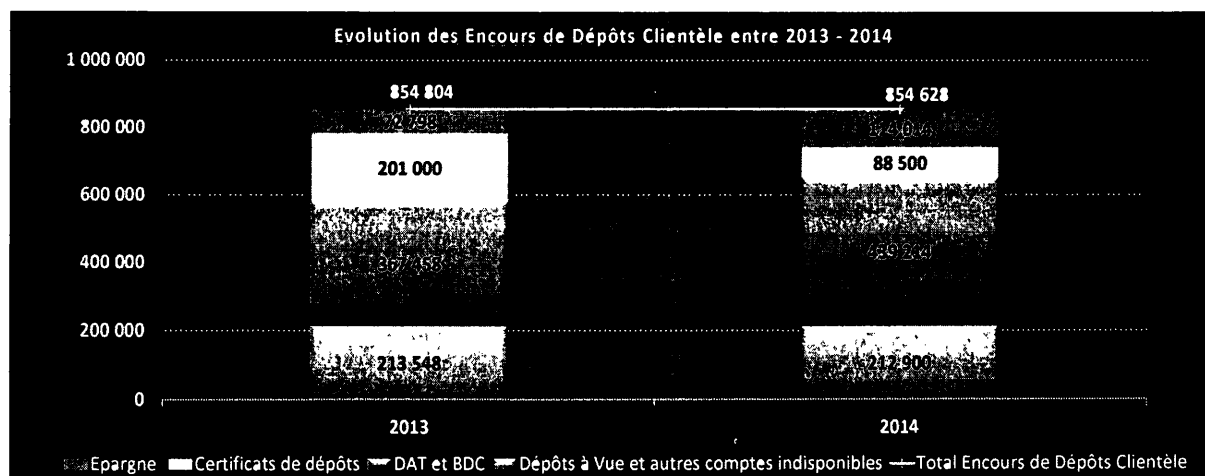
Cette hausse s'explique principalement par

- ✓ Le résultat de 2014 de 10,439 millions de dinars
- ✓ L'impact d'affectation du résultat de l'exercice 2013 pour 9,122 millions de dinars au niveau des capitaux propres

Le rendement des fonds propres a atteint un niveau de 6,6% à fin 2014 contre 6% à fin 2013. Cette évolution positive est expliquée par l'effet d'une amélioration du résultat de l'exercice passant de 10,090 millions de dinars à 10,439 millions de dinars d'une part et d'une hausse des capitaux propres d'autre part.

LES DEPOTS DE LA CLIENTELE

Encours des dépôts clientèle	2013	2014	Variation en %	Structure des dépôts 2013			Structure des dépôts 2014		
				% Encours	Volume de rémunération 2013	% de rémunération	% Encours	Volume de rémunération 2014	% de rémunération
Dépôts à vue	189 167	171 123	-10%	22.1%	-1 278	3.6%	20.0%	-1 472	3.6%
* Dépôts à vue dinars	157 182	149 647	5%						
* Dépôts à vue devise	31 985	21 476	33%						
Dépôts à terme	367 458	439 214	20%	43.0%	-11 450	32.0%	51.4%	-27 945	69.0%
* Comptes à terme	293 234	390 013	33%						
* Bons de caisses	74 224	49 201	34%						
Certificats de dépôts	201 000	88 500	-56%	23.5%	-21 149	59.1%	10.4%	-7 983	19.7%
Comptes d'épargne	72 798	114 014	57%	8.5%	-1 904	5.3%	13.3%	-3 100	7.7%
Comptes spéciaux d'épargne	51 592	77 597	50%						
* Comptes d'épargne logement	20 315	24 827	22%						
Comptes d'épargne SABA		10 478	ns						
Comptes Epargne Etudes	890	1 111	25%						
Cptes indisponibles & Autres dépôts	24 381	41 777	71%	2.9%	0		4.9%		0.0%
Cptes indisponibles	2 092	14 170	577%						
Autres comptes créditeurs	22 289	27 607	24%						
Total	854 804	854 628	82%	100.0%	-35 781	100.0%	100.0%	-40 500	100.0%



Les dépôts collectés auprès de la clientèle, au titre de l'exercice 2014, sont restés stables par rapport à l'exercice 2013 s'élevant à un niveau de 854,628 millions de dinars.

Les dépôts à vue et les autres sommes dues à la clientèle ont atteint 212,900 millions de dinars au 31 décembre 2014 contre 213,548 millions de dinars une année auparavant, soit une légère baisse de 0,3%.

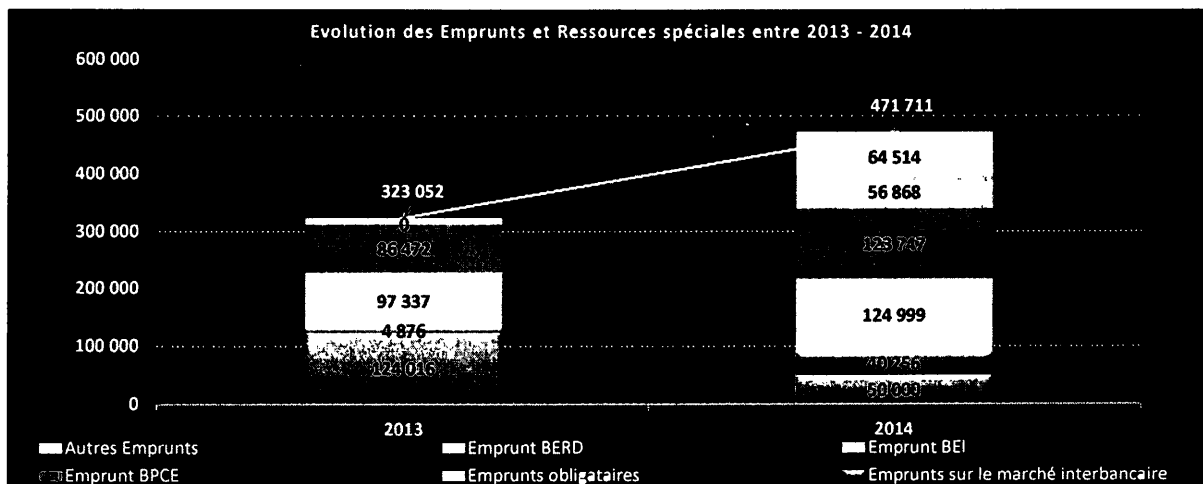
Les dépôts à terme ont connu une hausse de 19,5 %, passant de 367,458 millions de dinars une année auparavant à 439,214 millions de dinars à fin 2014. En contrepartie, les certificats de dépôts, prépondérants en 2013, ont subi une forte décollecte (-56%), suite à la stratégie de désengagement de la banque des ressources les plus chères dans une optique d'amélioration de la rentabilité.

Les dépôts en comptes d'épargne sont passés de 72,798 millions de dinars à fin 2013 à 114,014 millions de dinars à fin 2014, enregistrant ainsi une évolution de 56.6%

Au global, le poids du segment dépôts à terme et certificats de dépôts passe de 67% en 2013 à 61% en 2014 alors que le poids du segment épargne est en hausse de 9% à 14%.

EMPRUNTS A MOYEN ET LONG TERME

Catégorie des ressources	Encours 2013	Encours 2014	Caractérisation 2014	Encours 2014	Variation en %	Situation des emprunts obligataires et ressources spéciales 2013			Situation des emprunts obligataires et ressources spéciales 2014		
						% Encours	Volume de remboursement	Age de maturité	% Encours	Volume de remboursement	Age de maturité
Emprunts MM au JJ & à terme	128 892	6 523 178	-6 561 814	90 256	-30.0%	39.9%	4 137	31%	19%	4 543	22%
* Appel d'offre BCT	124 016	4 251 000	4 325 016	50 000	60%						
* Emprunts au JJ & à terme	4 876	2 272 178	2 236 798	40 256	725.6%						
Emprunts Obligataires et Subordonnés	97 337	42 395	-14 733	124 999	28.4%	30.1%	6 565	50%	26%	6 322	31%
* Emprunts obligataires 2010	38 108		3 962	34 146	10.4%						
* Emprunts obligataires 2012	59 229		10 771	48 458	18.2%						
* Emprunts obligataires 2014 (Subordonnés)		42 395		42 395							
Les Ressources Spéciales	93 827	181 452	-23 608	251 671	168.2%	29.0%	2 466	19%	53%	9 545	47%
* Ligne Groupe BPCE	86 472	57 540	20 265	123 747	43.1%						
* Ligne BEI		56 868		56 868							
* Ligne BERD		66 255	1 741	64 514							
* Ligne BAD	5 471		1 046	4 425	19.1%						
* Ligne PME italienne	1 884	789	556	2 117	12.4%						
Emprunts MM au JJ & à terme	128 892	6 523 178	-6 561 814	90 256	-30.0%	39.9%	4 137	31%	19%	4 543	22%
Emprunts obligataires et Ressources spéciales	191 164	223 847	-38 341	376 670	197.0%	59.2%	9 031	69%	80%	15 867	78%
Dettes rattachées	2 996	4 785	-2 996	4 785	59.7%	0.9%			1%		
Total	323 052	6 751 810	-6 603 151	471 711	226%	100%	13 168	100%	100%	20 410	100%



La banque clôture l'exercice 2014 avec un niveau de refinancement auprès de la Banque Centrale de 50 millions de dinars contre 124,016 millions de dinars pour l'exercice 2013 contractés au taux moyen du marché monétaire (4.8%).

Par ailleurs, le niveau des emprunts sur le marché monétaire est passé de 4,876 millions de dinars à fin 2013 à 40,256 millions de dinars à fin 2014. A noter que l'emprunt 2013 est uniquement contracté en dinars alors que celui de 2014 est contracté en devises.

L'encours des emprunts obligataires et ressources spéciales à moyen et long terme a atteint 381,455 millions de dinars à fin 2014 contre 194,160 millions de dinars à fin 2013, soit une hausse nette de 187,295 millions de dinars.

Cette hausse de l'encours provient principalement

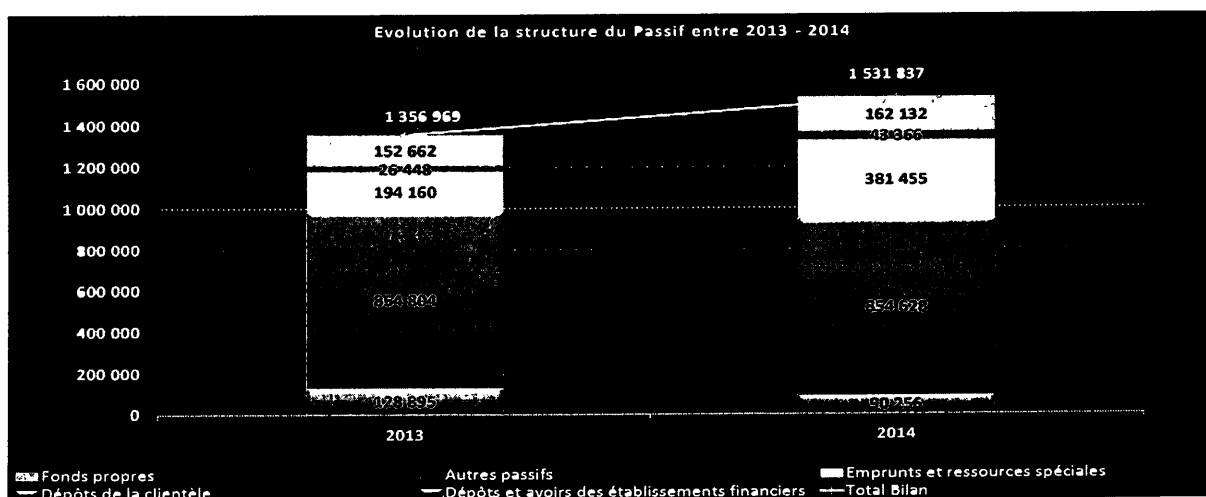
- ✓ Tirage de l'emprunt BERD en deux tranches totalisant 66,255 millions de dinars
- ✓ Emission de l'emprunt obligataire 2014 d'un montant de 42,395 millions de dinars
- ✓ Tirage de la ligne groupe d'un montant de 57,540 millions de dinars
- ✓ Tirage de la ligne BEI pour un montant de 56,868 millions de dinars
- ✓ Tirage de la ligne PME italienne d'un montant de 0,789 millions de dinars
- ✓ Remboursements des emprunts obligataires 2010 & 2012 et ressources spéciales se sont élevés respectivement à 14,733 millions de dinars et 23,608 millions de dinars.

Le coût moyen de l'emprunt obligataire contracté en 2010 et 2012 est de 6 % en 2014 contre 6,7% en 2013.

Le coût moyen de l'emprunt groupe en 2014 est de 5,2% contre 5,11% pour l'exercice 2013.

Globalement, le coût moyen des emprunts et des ressources spéciales est de 5,8% en 2014 contre 5,7% en 2013

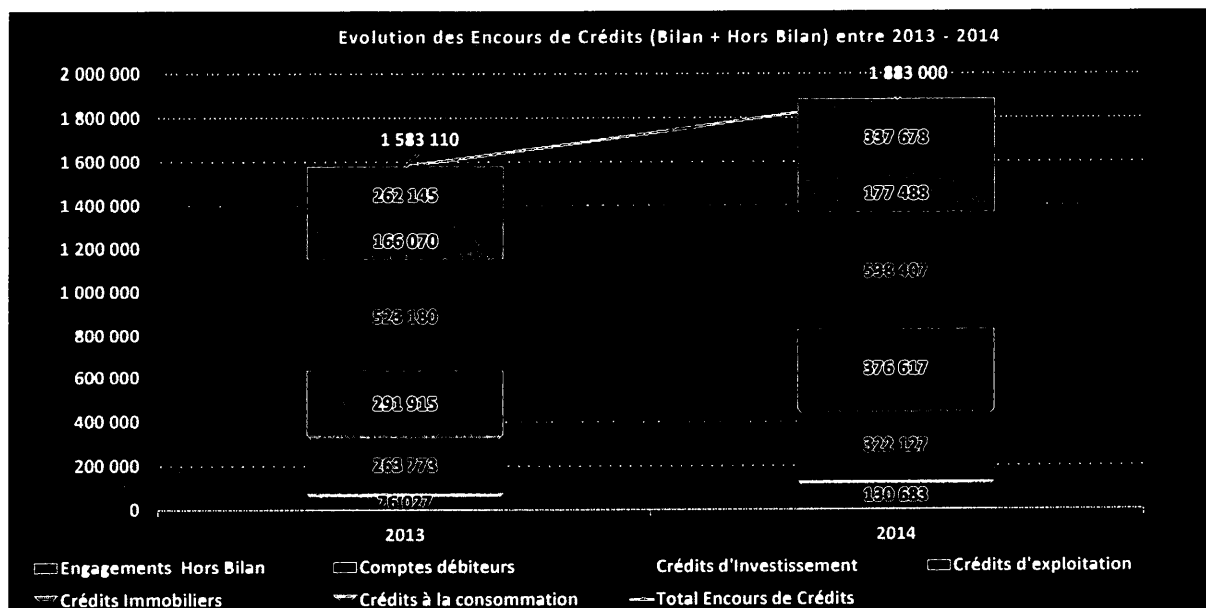
PASSIF ET FONDS PROPRES



LES CREDITS A LA CLIENTELE

(en milliers de dinars)

Nature des engagements	2013		2014		Variation	
	Encours	%	Encours	%	En Mt	En%
Crédits aux particuliers	357 302	27.0%	473 231	30.6%	115 929	32.4%
Credits Immobiliers	263 773	20 0%	322 127	20 8%	58 354	22 1%
Credits immediats & Confort +	69 529	5 3%	120 637	7 8%	51 108	73 5%
Credits Autos	6 501	0 5%	10 046	0 7%	3 545	54 5%
Comptes cheques debitteurs	17 499	1 3%	20 421	1 3%	2 922	16 7%
Crédits d'exploitation	291 915	22.1%	376 617	24.4%	84 702	29.0%
Portefeuille escompte	99 614	7 5%	117 813	7 6%	18 199	18 3%
MCR	192 301	14 6%	258 804	16 7%	66 503	34 6%
Comptes courants débiteurs	148 568	11.2%	157 067	10.2%	8 499	5.7%
Crédits d'Investissement	523 180	39.6%	538 407	34.8%	15 227	2.9%
Credits d'Investissement (yc conso et report)	520 841	39 4%	516 514	33 4%	-4 327	-0 8%
Credits sur ressources speciales	2 339	0 2%	21 893	1 4%	19 554	836 0%
Total Encours Bilan	1 320 965	100.0%	1 545 322	100.0%	224 357	17.0%
Cautions , avals et autres garanties	151 419	57 8%	201 334	59 6%	49 915	33 0%
Credits documentaires	75 628	28 8%	86 317	25 6%	10 689	14 1%
Credits notifiés non debloques	34 871	13 3%	49 621	14 7%	14 750	42 3%
Autres engagements	227	0 1%	406	0 1%	179	78 9%
Total Encours Hors Bilan	262 145	99.9%	337 678	99.9%	75 533	28.8%
Total Bilan et HB	1 583 110	42.2%	1 883 000	40.4%	299 890	18.9%



L'encours des **engagements bruts clientèle** (bilan & hors bilan) a enregistré une progression de 18,9% passant de 1 583,110 millions de dinars fin 2013 à 1 883 millions de dinars à la fin de l'exercice 2014

Le total des **engagements bruts clientèle** (engagements bilanciaux) a atteint à fin 2014 le niveau de 1 545,322 millions de dinars contre 1 320,965 millions de dinars à fin 2013 correspondant ainsi une augmentation de 235,643 millions de dinars (+18%)

L'encours des **crédits accordés aux particuliers (yc Comptes débiteurs)**, a atteint à la fin de l'exercice 2014 le niveau de 473,231 millions de dinars contre 357,302 millions de dinars à fin 2013 soit un taux de croissance de 32,4%. Cette progression favorable est constatée à la fois au niveau des crédits immobiliers en augmentation de 58,354MD et des crédits de consommation (hors comptes débiteurs) de 54,653 MD.

L'encours des **comptes courants débiteurs**, a atteint à la fin de l'exercice 2014 le niveau de 157,067 millions de dinars contre 148,568 millions de dinars à fin 2013 soit un taux de croissance de 5,7%.

L'encours des **crédits d'exploitation** a enregistré une progression de 29 % pour atteindre le niveau de 376,617 millions de dinars à la fin de l'exercice 2014 contre 291,915 millions de dinars à la fin de l'exercice 2013

L'encours des **crédits d'investissement**, à la fin de l'exercice 2014, s'élève à 538,407 millions de dinars contre 523,180 millions de dinars l'année dernière, soit une évolution de 2,9%

Il est à noter que les emplois à moyen et long terme ont été financés par des ressources longues, notamment des emprunts obligataires et des financements via lignes extérieures (yc le refinancement auprès du groupe)

L'encours des **engagements donnés** a atteint au 31 décembre 2014 le niveau de 337,678 millions de dinars contre 262,145 millions de dinars une année auparavant, soit une augmentation de 28 8% Cette hausse est tirée principalement par les cautions, avals et autres garanties qui ont augmenté de 151,419 millions de dinars en 2013 à 201,334 millions de dinars (+33%).

RESULTAT DE LA BANQUE

LES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

(en milliers de dinars)

En Milliers KTND	31/12/2013	31/12/2014	Variation (Mt)	Variation (%)
Intérêts des placements au marché monétaire	150	245	95	63%
Intérêts des comptes débiteurs	12 746	15 513	2 767	22%
Intérêts des crédits à court terme	18 769	24 424	5 655	30%
Intérêts des crédits à moyen & long terme	39 011	50 168	11 157	29%
Intérêts nets (report/déport) sur opérations de change à terme couvert	1 512	2 400	888	--
Commissions d'engagement	159	155	-4	-3%
Commissions sur cautions & avals	2 347	3 447	1 100	47%
Total Intérêts et Revenus assimilés	74 694	96 351	21 657	29.0%
Intérêts des emprunts sur le marché monétaire	-4 137	-4 543	-406	10%
Intérêts des emprunts locaux à M & L Terme	-6 565	-6 322	243	-4%
Intérêts des emprunts exteneurs à M & L Terme	-604	-2 215	-1 611	267%
Intérêts des dépôts et placements de la clientèle	-35 781	-40 500	-4 719	13%
Prme de couverture de nsque de change	-1 862	-7 354	-5 492	295%
Total Intérêts encourus et charges assimilées	-48 949	-60 934	-11 985	24.5%
Marge Nette d'Intérêts	25 745	35 417	9 672	37.6%

Les intérêts sur crédits à moyen et long terme ont enregistré une hausse de 29 %, par rapport à 2013, atteignant 50,168 millions de dinars en 2014 contre 39,011 millions de dinars en 2013.

Les intérêts sur crédits à court terme (y compris comptes débiteurs) ont atteint à fin 2014 le niveau de 39,973 millions de dinars contre 31,515 millions de dinars une année auparavant, soit une augmentation de 26.7 %.

Les charges afférentes aux ressources utilisées par la Banque, tous types confondus, ont atteint à la fin de l'exercice 2014 un montant de 60,934 millions dinars contre 48,949 millions dinars en 2013, soit une augmentation de 24.5%

MARGE NETTE D'INTERETS (Y C COMMISSIONS A CARACTERE D'INTERETS)

(en milliers de dinars)

TMM Moyen	4.59			4.92			0.23				
	31/12/2013		Taux	31/12/2014		Taux	Var taux	Effet volume	Effet TMM	Effet Spread	Total variation
En Milliers KTND	Encours moyen	Résultat*		Encours moyen	Résultat*						
Emplois clientèle*	1 064 550	70 290	6.6%	1 226 714	90 763	7.4%	0.8%	+ 11 503	+ 2 670	+ 6 326	+ 20 499
Emplois interbancaires et leasing	89 767	2 892	3.2%	69 725	3 169	4.6%	1.4%	791	+ 183	+ 394	+ 297
Change à Terme (report net)	0	1 512	ns	0	2 430	ns	0.0%	+ 338	0	0	+ 338
TOTAL Produits d'intérêts	1 154 317	74 694	6.5%	1 296 439	96 351	7.4%	0.9%	+ 11 610	+ 2 816	+ 7 231	+ 21 657
Réjour de clientèle	819 850	35 781	4.4%	854 714	40 500	4.7%	0.4%	1 507	1 976	1 207	4 710
Ressources interbancaires et ressources longues	267 574	13 160	4.9%	397 353	20 434	5.1%	0.2%	+ 574	765	+ 32	7 266
TOTAL Charges d'intérêts	1 087 424	48 941	4.5%	1 252 067	60 934	4.9%	-0.4%	- 8 121	- 2 690	- 1 174	- 11 986
Marge Nette d'Intérêts	66 893	25 753	2.4%	44 372	35 417	2.8%	0.5%	+ 3 489	+ 126	+ 6 056	+ 9 671

* Commissions à caractère d'intérêt (commissions d'engagement et commissions sur cautions et avais)
 ** Emprunts et Ressources spéciales

La Marge Nette d'intérêts est en hausse (+9.7 MTND) par rapport à décembre 2013 sous l'effet.

- d'une hausse des produits d'intérêts de 21.7 MTND essentiellement imputable à l'effet volume (+11.6 MTND), ainsi que l'effet « Spread » qui est positif (+7.3 MTND) en raison de la hausse des marges sur les crédits combinée à une hausse des volumes sur les crédits aux particuliers essentiellement

- d'une hausse de la charge d'intérêts sur les ressources clientèles (-4.7 MTND) liée essentiellement à la hausse du TMM et à l'alourdissement de la charge sur les emprunts et ressources spéciales (-7.3 MTND) les effets conjugués des volumes et du TMM conduisent à une hausse globale de la charge d'intérêts de 12 MDT

Le taux sur la MNI, au final, est en hausse de 0.4% par rapport à Décembre 2013 et s'élève à 2.8%.

COMMISSIONS

(en milliers de dinars)

	2013	2014	Variation en Mt	Variation en %
Commissions d'étude et de gestion	2 323	2 888	565	24%
* Commissions Crédits d'exploitation	12	34	22	183%
* Commissions Credits a la consommation	754	1 137	383	51%
* Commissions credits investissements	836	732	-104	-12%
* Commissions crédits immobiliers	721	985	264	37%
Prime d'assurance	177	629	452	255%
Commissions sur opérations bancaires en dinars	6 630	9 211	2 581	39%
- dont Commissions sur chèques, effets, virements, versements, prélèvements	2 915	3 394	479	16%
- dont Commissions sur frais de tenue de compte, découverts et autorisations	2 990	5 228	2 238	75%
- dont Commissions sur cartes, abonnement internet et autres	725	589	-136	-19%
Commissions sur opérations de change et de commerce extérieur	3 574	2 843	-731	-20%
* Commissions sur Credoc, Remdoc, domiciliation	3 073	2 132	-941	-31%
* Commissions sur opérations en devise (transfert, rapatriement)	501	711	210	42%
COMMISSIONS BRUTES	12 705	15 571	2 866	23%
COMMISSIONS ENCOURUES	-594	-424	170	-29%
TOTAL	12 111	15 146	3 035	25%

Les commissions nettes sont en hausse de 25% par rapport à décembre 2013. Cette hausse tient essentiellement à

- Une hausse des commissions sur les opérations Bancaires en dinars de (2.6 MTND) essentiellement sur les frais de tenue de compte, découverts et autorisations (+2.3 MTND) et les commissions sur chèques, effets, virements, versements (+0.5 MTND)

qui compensent la baisse des commissions sur cotisations cartes de 50% suite à l'introduction des packs.

- Le redressement des commissions d'études et de gestion de + 1 MTND par rapport à décembre 2013
- Les commissions sur opérations à l'international sont en retrait sur les crédoc, remdoc, domiciliations (-31%) mais en hausse sur les opérations de transfert (+42%).

PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL

SITUATION

(en milliers de dinars)

Portefeuille Titres commercial	Encours 2013	Tirage 2014	Remboursement 2014	Encours 2014	Variation en %
Obligations	7 069	0	-600	6 469	-8.5%
* Obligations Etat BNA	4 000		0	4 000	0.0%
* Obligations Ettijari Leasing	3 069		-600	2 469	-19.6%
Bons de trésors (BTA)	33 875	2 062	0	35 937	6.1%
Emprunt National				12 363	--
Titres cotés SICAV	9 000		-8 736	264	-97.1%
Total	49 944	2 062	-9 336	55 033	10.2%

Le portefeuille des transactions commerciales a atteint à fin 2014 le niveau de 55,033 millions de dinars contre 49,944 millions de dinars à fin 2013 enregistrant ainsi une hausse de 5,089 millions de dinars qui s'explique principalement par

- une souscription de 12,363 millions de dinars dans l'emprunt national émis en 2014.
- une acquisition nette de bons de trésor pour un montant de 2,062 millions de dinars, en vue d'augmenter l'enveloppe des créances refinançables de la banque auprès de la BCT
- une cession des actions SICAV pour une valeur liquidative de 8,736 millions de dinars

GAINS

(En milliers de dinars)

Portefeuille Titres commercial	2013	2014	Variation en Mt	Variation en %
Solde en gains sur opérations de change	7 560	2 653	-4 907	-64.9%
Intérêts sur obligations et bons du trésor	1 729	3 292	1 563	90.4%
Moins values sur cession de titres	0	-114	-114	--
Bons de trésors (BTA)	9 289	5 831	-3 458	-37.2%

Les revenus sur le portefeuille de titres commercial ont atteint à fin 2014 le niveau de 5,831 millions de dinars contre 9,289 millions de dinars à fin 2014 (-37,2%) Cette baisse découle de

- la baisse des gains sur les opérations financières réalisées par la salle de change à 2.653 millions de dinars en 2014 contre 3,7 millions de dinars en 2013.
- la constatation du gain de change sur la liquidation de la position historique de la banque suite aux travaux de fiabilisation des écritures en devises, pour 3,730 millions de dinars en 2013.
- la hausse des intérêts sur les bons de trésor, les obligations et emprunt national de 1,562 millions de dinars

Le taux de rendement des BTA est de 6.8% en 2014 contre 5.9% en 2013

PORTEFEUILLE DES TITRES D'INVESTISSEMENT

SITUATION NETTE

(en milliers de dinars)

Portefeuille titres d'investissement brut 2013	Acquisitions	Cessions	Pertes	Portefeuille titres d'investissement brut 2014	Couverture Constituée 2014	Valeur nette
44 441	169	-300	-213	44 097	-5 638	38 459

La valeur nette du portefeuille des titres d'investissement s'élève à fin 2014 à 38,459 à millions contre 38,474 millions de dinars en 2013

REVENUS DU PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dinars)

	2013	Contrib en %	2014	Contrib en %	variation en %
EL ISTIFA	1 918	35.2%	3 100	46.5%	61.6%
AIL	1 282	23.5%	1 425	21.4%	11.2%
SICAR	192	3.5%	0	0.0%	--
STPI	210	3.9%		0.0%	-100%
TUNIS CENTER	683	12.5%	683	10.2%	0.0%
SICAF	396	7.3%	25	0.4%	-94%
SCIF	0	0.0%	0	0.0%	
DIVIDENDES FILIALES	4 681	86%	5 233	78.5%	12%
SICAV	13	0.2%	15	0.2%	16.9%
SOTULUB	91	1.7%	114	1.7%	25%
VERITAS	59	1.1%	64	1.0%	9.1%
SPFT CARTHAGO	106	1.9%	169	2.5%	59%
APAVE	23	0.4%	18	0.3%	-21.1%
TANKAGE MEDITERRANEE	360	6.6%	600	9.0%	67%
STEG INTERNATIONAL	75	1.4%	150	2.2%	100.0%
TECI	40	0.7%	0	0.0%	-100%
SPPI	0	0.0%	0	0.0%	--
TITF	0	0.0%	306	4.6%	
DIVIDENDES AUTRES PARTICIPATIONS	767	14%	1 435	21.5%	87%
TOTAL DIVIDENDES	5 447	100%	6 668	100.0%	22%
TOTAL JETONS DE PRESENCE	315	100%	368	100.0%	17%
TOTAL	5 762	100%	7 036	100.0%	22%

Les revenus du portefeuille d'investissement (hors jetons de présence) à fin 2014, constitués des dividendes perçus des filiales, ont atteint 6,668 millions de dinars contre 5,447 millions de dinars à fin 2013, soit une hausse de 1,220 millions de dinars, résultant principalement de l'augmentation des dividendes distribués par

- la société de leasing « AIL » pour 0,143 millions de dinars.
- la société de recouvrement « El Istifa » pour 1,182 millions de dinars,
- la société Tankage pour 0,240 millions de dinars

La répartition des dividendes entre les filiales et les autres entités se présente comme suit .
Les revenus des titres distribués par les filiales ont enregistré une augmentation de 12% à fin décembre 2014 par rapport au 2013 alors que les dividendes distribués par les autres sociétés ont enregistré une hausse de 87% passant de 0,767 millions de dinars à fin 2013 à 1,435 millions de dinars à fin 2014

DOTATIONS AUX PROVISIONS & RESULTAT DES CORRECTIONS DE VALEURS SUR PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

(en milliers de dinars)

	2013	2014	Variation en Mt	Variation en %
Dotations aux provisions sur participations	-491	-214	277	-56.4%
MV sur cession des participations	-745	0	745	-100.0%
Perte sur cession des participations	0	-213	-213	--
Total des dotations aux provisions	-1 236	-427	809	-65.5%
Reprise de provisions sur participations	745	543	-202	-27.1%
PV de cession des participations	3 914	75	-3 839	-98.1%
Total	3 423	191	-3 232	-94.4%

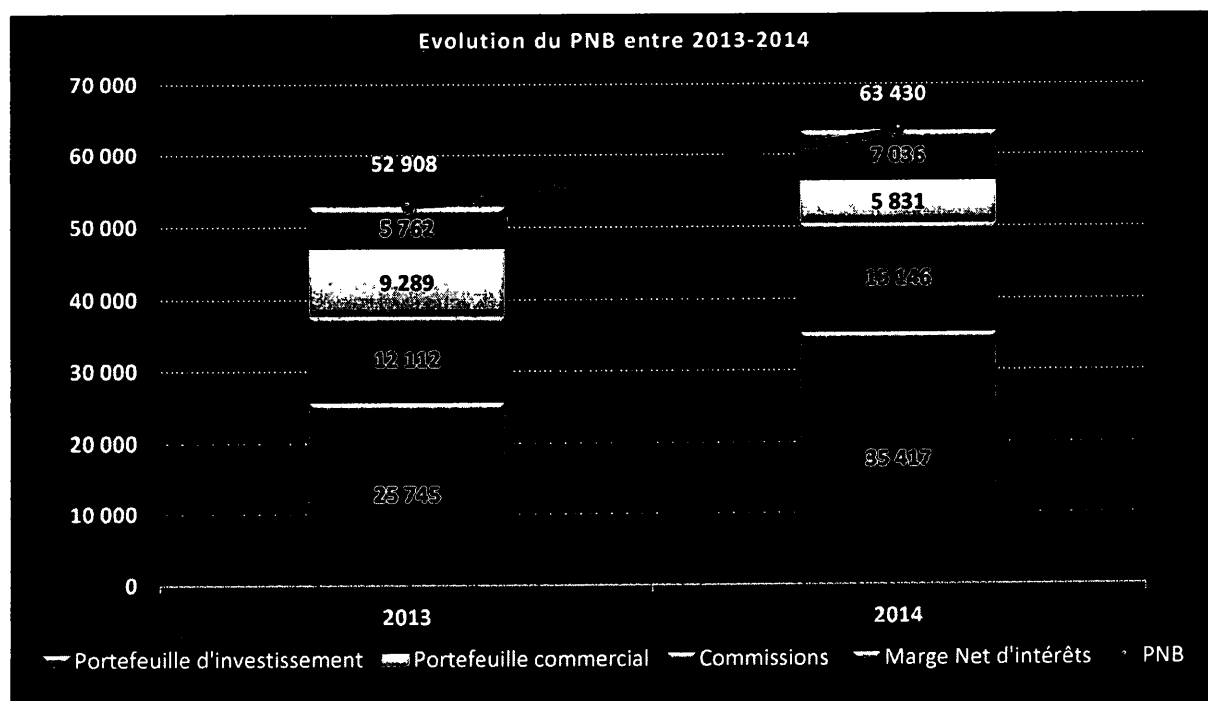
Les dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuilles titres d'investissement affiche un solde positif de 0,191 millions de dinars en 2014 contre 3,423 millions de dinars en 2013. Cette baisse de 3,232 millions de dinars s'explique principalement par la réalisation exceptionnelle d'une plus value sur cession des titres STKE pour un montant de 3,914 millions de dinars courant l'exercice 2013.

LE PRODUIT NET BANCAIRE

(en milliers de dinars)

	2013	2014	variation en %
Intérêts et revenus assimilés	74 694	96 351	29 0%
Charges Financières	-48 949	-60 934	24 5%
Marge d'intérêts	25 745	35 417	37.6%
Commissions	12 112	15 146	25%
Gains/Pertes sur portefeuille-titres commercial	9 289	5 831	-37%
Revenus du portefeuille d'investissement	5 762	7 036	22%
PNB	52 908	63 430	19.9%

Le Produit Net Bancaire a atteint en 2014 le niveau de 63,430 millions de dinars contre 52,908 millions de dinars en 2013 soit une hausse de 19 9%. Cette hausse s'explique par la forte augmentation de la MNI bancaire de 37.6% et les revenus du portefeuille d'investissement de 22% qui compensent la baisse observée sur les revenus du portefeuille commercial



LES FRAIS DE GESTION

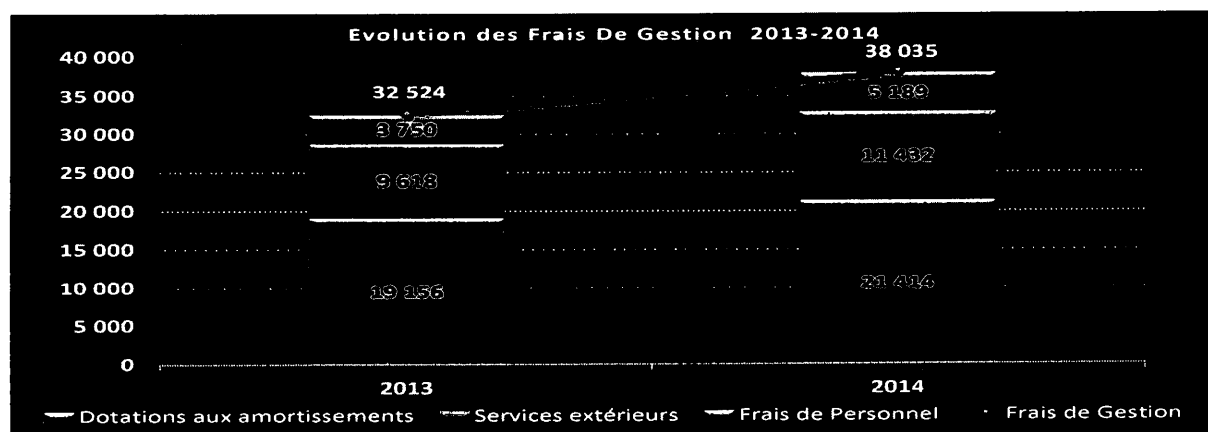
(en milliers de dinars)

	2013	2014	variation en %
Salaires & Appointements	-13 990	-16 800	20%
Charges sociales	-3 535	-4 209	19%
Autres frais & charges liées au personnel	-152	-405	166%
Indemnités de départ à la Retraite	-1 479	0	--
Frais du Personnel	-19 156	-21 414	11.8%
Impôts & Taxes	-472	-720	53%
Travaux, Fournitures et services extérieurs	-8 698	-10 109	16%
Transports et déplacements	-448	-603	35%
Charges générales d'exploitation	-9 618	-11 432	18.9%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-3 750	-5 189	38.4%
TOTAL	-32 524	-38 035	16.9%

Les Frais de Gestion ont progressé de 17% par rapport à une année auparavant alors que les frais de personnel ont augmenté de 12%

Cette hausse des frais de personnel s'explique par .

- L'augmentation liée à la masse salariale et aux primes variables +2 8 MTND (+20%) dont 0 7 MTND relatifs à la prime d'intéressement au résultat 2014
- La hausse des charges sociales (+20%) passant de 3.5 MTND à 4 2 MTND dont 0 2 MTND liés à la prime d'intéressement
- L'absence de dotation au titre de l'Indemnités pour Départ à la Retraite au 31-12-2014 (impact de 1.5 MDT en 2013), la banque étant en avance sur le programme de provisionnement



✓ Les charges générales d'exploitation

	2013	2014	variation en Mt	variation en %
Impôts & Taxes	-472	-720	-248	52 5%
Loyers agences	-1 158	-1 201	-43	4%
Location de matériel informatique	-706	-686	20	-2 8%
Fournitures et autres consommables	-1 778	-2 118	-340	19%
Honoraires	-865	-874	-9	1 0%
Transport, déplacement	-448	-603	-155	35%
Frais de réception	-152	-154	-2	1 3%
Entretien et Réparation	-601	-484	117	-19%
Télécommunication et GSM	-641	-318	323	-50 4%
Publicité et communication	-343	-558	-215	63%
Formation et cotisations	-58	-72	-14	24 1%
Assurance	-307	-389	-82	27%
Jetons de Présence	-287	-379	-92	32 1%
Gardiennage Immeuble	-141	-113	28	-20%
Provisions pour frais Groupe	-1 470	-1 682	-212	14 4%
Taxation CNSS	0	-345	-345	--
Commissions de recouvrement El Istifa	0	-470	-470	--
Frais de résorption d'emprunts obligataires	-111	-210	-99	89%
Dons et subventions	-26	-20	6	-23 1%
Autres Frais	-54	-36	18	-33%
TOTAL	-9 618	-11 432	-1 832	18.9%

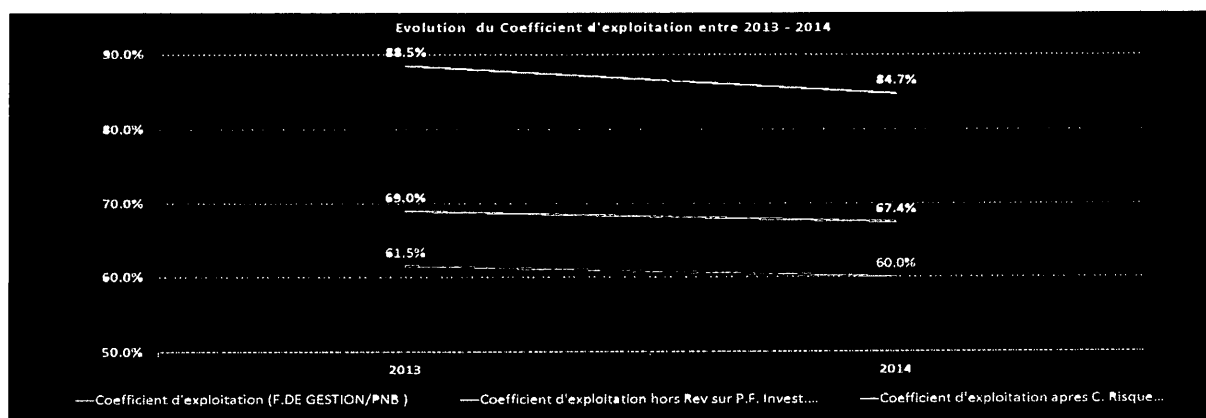
La hausse des charges générales d'exploitation de (+19%) expliquée essentiellement par les commissions de recouvrement El Istifa (0.5 MDT) la taxation CNSS (+0 3 MDT), les achats de

fournitures et de consommables (0.4 MDT) et les frais de publicité et de communication (0.2 MTND)

La hausse des dotations aux amortissements s'explique essentiellement par la constatation de l'amortissement du logiciel Delta sur 5 ans depuis le 30 juin 2013 avec un coût mensuel de 0.2 MTND

LE COEFFICIENT D'EXPLOITATION

	2013	2014	Variation
Coefficient d'exploitation (F.DE GESTION/PNB)	61.5%	60.0%	-1.5 Pts
Coefficient d'exploitation hors Rev sur P.F. Invest. (F.DE GESTION/(PNB - Rev sur P.F. Invest.))	69.0%	67.4%	-1.5 Pts
Coefficient d'exploitation apres C. Risque (F.DE GESTION+ C Risque/(PNB))	88.5%	84.7%	-3.8 Pts



- Le coefficient d'exploitation s'améliore de 1.5 points, pour atteindre 60%, sous l'effet d'une progression des charges d'exploitation à un rythme légèrement inférieur à celui du PNB.
- Après correction des dividendes des filiales, le coefficient d'exploitation retraité a connu une amélioration en passant de 69% à 67.4%. L'objectif est de poursuivre le pilotage à la baisse de cet indicateur qui traduit la productivité de l'exploitation de la banque commerciale
- Compte tenu de la hausse du coût du risque, le même indicateur (après coût du risque) a connu une amélioration de 3 8 points par rapport à décembre 2013 et reste meilleur que les prévisions budgétaires (-1 8 pts).

LE RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

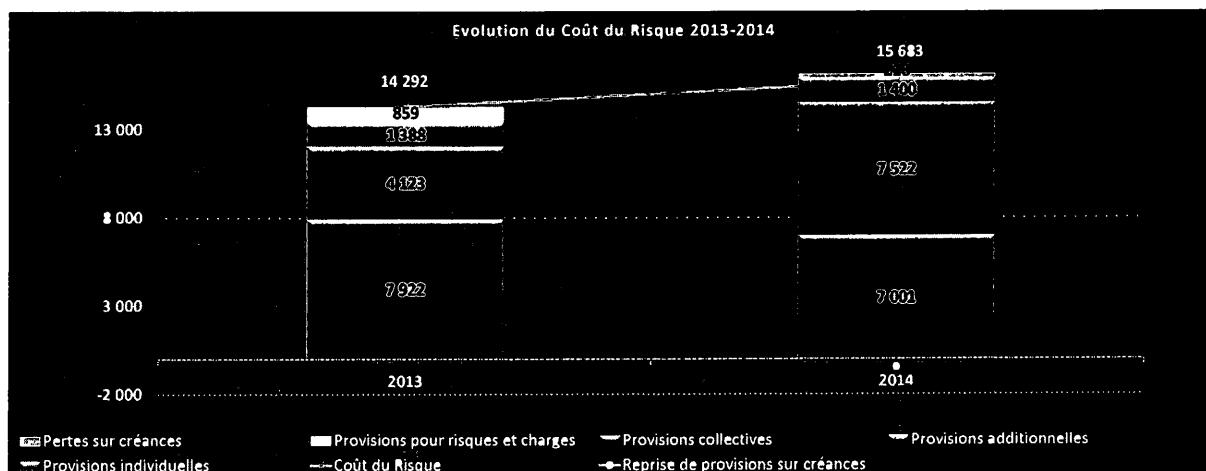
	2013	2014	Variation en %
Intérêts et revenus assimilés	74 694	96 351	29 0%
Charges Financières	-48 949	-60 934	24 5%
Marge d'intérêts	25 745	35 417	37.6%
Commissions nettes	12 112	15 146	25 0%
Gains/Pertes sur portefeuille-titres commercial	9 289	5 831	-37 2%
Revenus du portefeuille d'investissement	5 762	7 036	22 1%
PNB	52 908	63 430	19.9%
Frais de personnel	-19 156	-21 414	11 8%
Charges générales d'exploitation	-9 618	-11 432	18.9%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-3 750	-5 189	38 4%
FRAIS DE GESTION	-32 524	-38 035	16.9%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	20 384	25 395	24.6%

Le RBE est en hausse de 24,6% entre 2013 et 2014 résultant d'une hausse de 19,9% du PNB contre 16,9% des frais de gestion

COUT DU RISQUE

(en milliers de dinars)

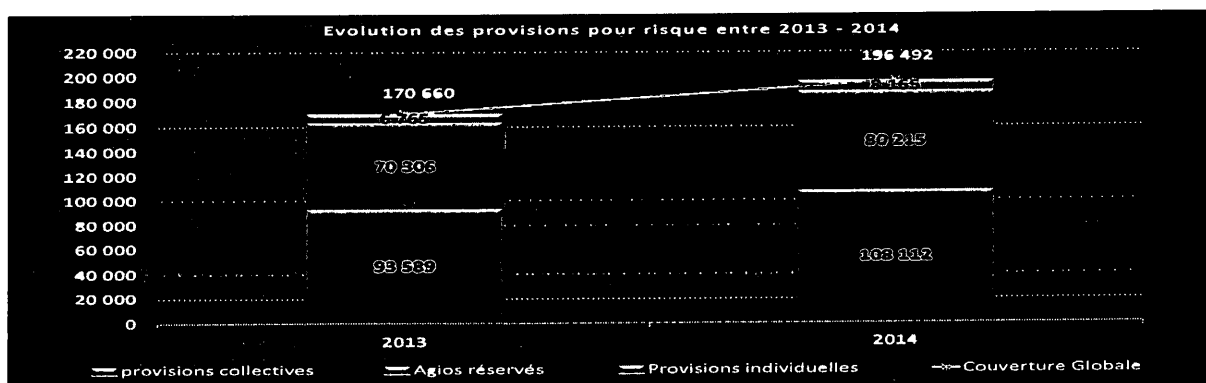
	2013	2014	Variation en %
Risque/ Créances			
Provisions sur créances clientèle	-12 045	-14 523	21%
Provisions individuelles	-7 922	-7 001	-12%
Impact Décote sur les garanties Cir BCT	-4 123	-7 522	82%
Provisions collectives	-1 388	-1 400	1%
Provisions pour risques et charges	-859		-100%
Pertes sur créances		-218	--
Total des Provisions affectées	-14 292	-16 142	13%
Reprises de provisions sur créances	0	459	--
Reprises de provisions sur risques divers	0	0	--
Coût du Risque	-14 292	-15 683	10%



CREANCES CLASSEES ET PROVISIONS

(en milliers de dinars)

	2013	2014	Variation en %
Total créances (Bilan et hors Bilan)	1 593 110	1 883 000	18.9%
Créances classées	268 219	296 174	10.4%
Créances courantes	1 314 891	1 562 704	18.8%
Créances classées / Total créances	16.9%	15.7%	- 1.2 Pts
Total couverture constituée	170 660	196 492	15.1%
Provisions /Créances classées	93 589	108 112	15.5%
Aqios Réservés /Créances classées	63 632	77 169	21.3%
Provisions collectives	6 765	8 165	20.7%
Aqios réservés/Créances courantes	6 674	3 046	-54.4%
Total couverture constituée / créances classées	63.6%	66.3%	+2.7 Pts
Réserve pour Risques Bancaires Généraux	31 300	5 933	-81.0%
Couverture totale (yc RBG)	75.3%	68.3%	- 7.0 Pts



AGIOS RESERVES

	2013	Dotations (y compris réservations des interets de retards)	Reprises	Variation nette	2014
Total Agios Réservés	70 306	14 417	4 508	9 909	80 215
Agios Reservés/Creances classees	63 632	13 991	454	13 537	77 169
Agios Reserves/Creances courantes	6 674	426	4 054	-3 628	3 046

La couverture constituée à fin 2014 est en hausse de 15,1% par rapport à 2013 passant de 170,660 millions de dinars à fin 2013 à 196,492 millions de dinars à fin 2014. Elle s'explique essentiellement par

- ✓ l'évolution du stock des provisions sur les créances classées de 15,5% (-14,523 millions de dinars).
- ✓ La prise en compte d'une provision additionnelle sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net, conformément aux dispositions de la circulaire n°2013-21. A ce titre, la dotation aux provisions additionnelles estimées par la banque au titre de l'année 2014 totalise un montant de 7 522 millions de dinars
- ✓ L'évolution du stock des provisions collectives de 20,7% (-1,4 millions de dinars)
- ✓ L'évolution des agios réservés de 14% (-9,909).
- ✓ Les encours de créances classées s'établissent à 296,174 millions de dinars au 31/12/2014 contre 268,219 millions de dinars au 31/12/2013 soit une évolution de 10,4%

Par ailleurs le taux de créances douteuses a enregistré une amélioration de 1 2pts par rapport à 2013 passant de 16,9% à fin 2013 à 15,7% à fin 2014

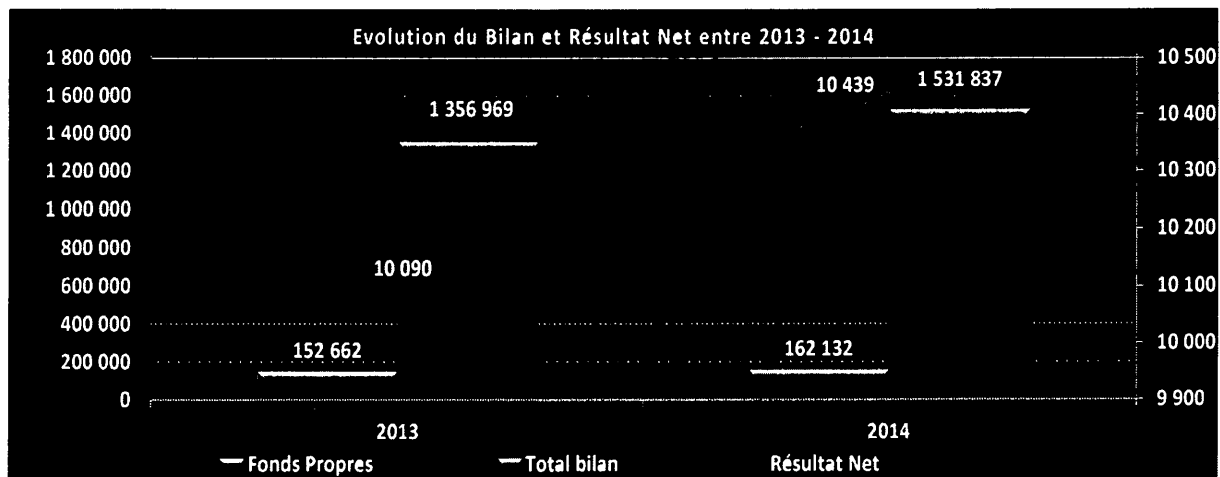
De leur côté les créances saines ont enregistré une hausse de 18,8% par rapport à fin 2013, passant de 1314,891 millions de dinars à 1562,704 millions de dinars à fin 2014

Les créances classées sont couvertes à hauteur de 185,281 millions de dinars par des provisions et des agios réservés à fin 2014 contre une couverture de 157,221 millions de dinars à fin 2013, auxquels s'ajoute le reliquat des réserves générales de 5,933 MTND (après déduction faite de l'impact rétroactif de la provision additionnelle).

Le coût du risque sur les créances de la clientèle s'élève à 15,683 millions de dinars sur l'année. Compte non tenu de l'impact de la provision additionnelle sur le résultat de l'exercice estimé à 7,522 millions de dinars, le coût de risque s'établit à 8,161 millions de dinars a enregistré une amélioration 17.9% par rapport à fin 2013 (-2 millions de dinars).

RESULTAT NET

	2013	2014	Variation en %
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	20 384	25 395	24.6%
Autres Produits d'Exploitation	915	880	-3.8%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-14 292	-15 683	9.7%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	3 423	191	-94.4%
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 430	10 783	3.4%
Solde en Gain/pertes provenant des autres éléments ordinaires	-140	-19	-86.4%
RESULTAT AVANT IMPOTS	10 290	10 764	4.6%
Impôt sur les bénéfices	-200	-325	62.5%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	10 090	10 439	3.5%



LE RESULTAT NET

Le Résultat net est de 10,439 millions de dinars à fin 2014 contre 10,090 millions de dinars en 2013

RATIOS REGLEMENTAIRES (LIQUIDITE ET SOLVABILITE)

	% requis	2013	2014	Variation en Pts
Ratio de liquidité*	min 100%	81.6%	101.6%	20.0 Pts
Ratio de Liquidité (LCR)	min 60%	--	87.2%	--
Ratio de solvabilité (hors emp sub)	min 9%	10.7%	10.8%	0.1 Pts
Ratio de solvabilité (yc emp sub)	min 9%	--	13.9%	--

* Fin septembre 2014

Le ratio de liquidité, s'élève au 31/12/2014 à 101,6% à fin septembre Il résulte, selon la norme instituée par la Banque Centrale, du rapport entre 342,046 millions de dinars d'actifs réalisables pondérés (*avoirs BCT et autre banques placements, portefeuille à l'escompte et à l'encaissement*) et un passif exigible pondéré de 336,695 millions de dinars (*dépôts clientèle, solde à la BCT*)

Depuis fin 2014, la BCT a instauré un nouveau ratio de liquidité (format LCR) avec un minimum de 60% à respecter pour la première année de mise en place Ce ratio est respecté par la BTK à fin 2014 avec un niveau de 87.17%.

Le ratio de solvabilité, calculé selon la norme réglementaire de la circulaire 91-24 de la Banque Centrale, s'établit au 31/12/2014 (hors emp subordonnés) à 10,8% contre 10,7% en 2013 et demeure au dessus du seuil réglementaire de 9% Ce ratio s'élève à 13 9% en 2014 en tenant compte des emprunts subordonnés.

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers de dinars)

	2013	2 014	Variation	
			En Mt	En %
Caisse et avoirs auprès de la BC, CCP, TGT	48 465	29 598	-18 867	-38.9%
Créances sur les établis. bancaires et financiers	31 833	29 553	-2 280	-7.2%
Crédits à la clientèle	1 131 784	1 321 652	189 868	16.8%
Portefeuille-titres commercial	49 944	55 033	5 089	10.2%
Portefeuille d'investissement	38 474	38 459	-15	0.0%
Valeurs immobilisées	28 085	32 150	4 065	14.5%
Autres actifs	28 384	25 393	-2 991	-10.5%
TOTAL ACTIF	1 356 969	1 531 838	174 869	12.9%
Banque Centrale et CCP	124 016	50 000	-74 016	-59.7%
Dépôts et avoirs des établissements financiers	4 879	40 256	35 377	725.1%
Dépôts de la clientèle	854 804	854 628	-176	0.0%
Emprunts et ressources spéciales	194 160	381 455	187 295	96.5%
Autres passifs	26 448	43 366	16 918	64.0%
TOTAL PASSIF	1 204 307	1 369 705	165 398	13.7%
Capital	100 000	100 000	0	0.0%
Réserves	62 692	46 893	-15 799	-25.2%
Autres capitaux propres	3 980	3 762	-218	-5.5%
Résultats reportés	-24 100	1 038	25 138	--
Résultat de l'exercice	10 090	10 439	349	--
TOTALCAPITAUX PROPRES	152 662	162 132	9 470	6.2%
TOTAL PASSIF et CAPITAUX PROPRES	1 356 969	1 531 838	174 869	12.9%

ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers de dinars)

	2 013	2 014	Variation	
			En Mt	En %
PASSIFS EVENTUELS				
Cautions, avals et autres garanties données	151 419	201 334	49 915	33.0%
Crédits documentaires	75 628	86 317	10 689	14.1%
TOTAL PASSIFS EVENTUELS	227 047	287 651	60 604	26.7%
ENGAGEMENTS DONNES				
Engagements de financement donnés	34 871	49 621	14 750	42.3%
Engagements donnés sur découvert mobilisé	51	230	179	351.0%
Engagements sur titres	176	176		0.0%
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES	35 098	50 027	14 929	42.5%
ENGAGEMENTS RECUS				
Garantie Etat, Sotugar et Cotunace	19 965	19 328	-637	-3.2%
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS	19 965	19 328	-637	-3.2%

ETAT DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2014

(en milliers de dinars)

	2013	2014	Variation en %
Intérêts et revenus assimilés	74 694	96 351	29.0%
Charges Financières	-48 949	-60 934	24.5%
Marge d'intérêts	25 745	35 417	37.6%
Commissions nettes	12 112	15 146	25.0%
Gains/Pertes sur portefeuille-titres commercial	9 289	5 831	-37.2%
Revenus du portefeuille d'investissement	5 762	7 036	22.1%
PNB	52 908	63 430	19.9%
Frais de personnel	-19 156	-21 414	11.8%
Charges générales d'exploitation	-9 618	-11 432	18.9%
Dotations aux amortissements sur immobilisations	-3 750	-5 189	38.4%
FRAIS DE GESTION	-32 524	-38 035	16.9%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	20 384	25 395	24.6%
Autres Produits d'Exploitation	915	880	-3.8%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-14 292	-15 683	9.7%
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	3 423	191	-94.4%
RESULTAT D'EXPLOITATION	10 430	10 783	3.4%
Solde en Gain/pertes provenant des autres éléments ordinaires	-140	-19	-86.4%
RESULTAT AVANT IMPOTS	10 290	10 764	4.6%
Impôt sur les bénéfices	-200	-325	62.5%
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	10 090	10 439	3.5%

ANNEXES

PRESENTATION DE LA CHARTE ET LES DETAILS DE SA MISE EN ŒUVRE, CODE DE DEONTOLOGIE INTERNE

PRESENTATION DE LA CHARTE

La Charte constitue d'une part le règlement intérieur du Conseil d'administration ainsi que de ses Comités, et d'autre part l'acte régissant les relations entre l'Assemblée Générale, Le Conseil d'administration et ses Administrateurs, le Directeur général, et le cas échéant, le ou les Directeurs généraux adjoints, dans un esprit de coopération et d'indépendance vis-à-vis des actionnaires et des partenaires, propre à assurer la fluidité de l'échange d'information et la bonne gouvernance dans l'intérêt notamment de la Société et de ses actionnaires.

Les Administrateurs, le Directeur général et le ou les Directeurs généraux adjoints, sont individuellement et collectivement liés par la Charte

La Charte a pour objet de

- ✓ définir les règles de bonne gouvernance qui doivent être observées par la BTK, conformément notamment aux dispositions de la Circulaire n°2011-06 précitée, afin d'asseoir une gestion saine et prudente qui garantit sa pérennité tout en préservant les intérêts des actionnaires, des créanciers, des déposants et du personnel ;
- ✓ contribuer à la qualité du travail des Administrateurs, du Directeur général et, le cas échéant, du ou des Directeurs généraux adjoints, en favorisant l'application des principes et bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise et en préservant l'indépendance de la Société

La Charte prévoit notamment

- ✓ la composition et le fonctionnement du Conseil d'administration ;
- ✓ les devoirs et obligations pesant sur les Administrateurs ,
- ✓ la création, la composition et le fonctionnement des Comités du Conseil d'administration et de ce fait remplace les chartes y afférentes précédemment adoptées.

PRESENTATION DU CODE DEONTOLOGIE INTERNE

Le code de déontologie interne définit les règles de bonne conduite professionnelle conformément aux lois et règlements en vigueur, aux normes et à l'éthique, que la banque et son personnel doivent strictement respecter. Sont concernés par les présentes :

- ✓ les dirigeants de la Banque et de ses filiales ;
- ✓ L'ensemble des salariés de la Banque et de ses filiales (CDD et CDI) ;
- ✓ Les stagiaires ,
- ✓ Les consultants et prestataires externes

Il énonce les cinq principes fondamentaux suivants :

- ✓ Equité, Intégrité, Loyauté et sentiment d'appartenance à la Banque ,
- ✓ Compétence et diligence ;
- ✓ Confidentialité et respect de la vie privée ,
- ✓ Respect des lois et règlements ,
- ✓ Sécurité et fiabilité

Au travers de ce code, chaque collaborateur se fait un devoir de .

- ✓ prendre connaissance de ses responsabilités, de servir au mieux les intérêts de la Banque et du client, et de se comporter avec dignité, respect et courtoisie
- ✓ agir avec diligence, loyauté, honnêteté, neutralité et discrétion et ,
- ✓ se conformer à toutes les réglementations applicables à l'exercice de leurs activités afin de promouvoir au mieux les intérêts de la Banque et des clients

PARCOURS PROFESSIONNEL ET PRINCIPAUX MANDATS DES MEMBRES DU CA

1. Philippe GARSUAULT

- ✓ PRINCIPALES EXPERIENCES

BPCE International et Outre-mer

Depuis Octobre 2011 BPCE IOM. Directeur Général

De juillet 2009 à octobre 2011. Directeur Général Délégué

Natixis Pramex International

2011 - 2012 . Président du Conseil d'administration

2000 - 2010 Directeur Général

✓ PRINCIPAUX MANDATS

BPCE INTERNATIONAL ET OUTRE-MER	France	Directeur Général
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	France	Président du Conseil d'Administration et administrateur
BANQUE DES ANTILLES FRANCAISES	France	Président du Conseil d'Administration et administrateur
BANQUE DE TAHITI	France	Président du Conseil d'Administration et administrateur
BANQUE DE SAINT PIERRE ET MIQUELON	France	Président du Conseil d'Administration et administrateur
BANQUE DE LA REUNION	France	Président du Conseil d'Administration et administrateur
BANQUE DES MASCAREIGNES	Maurice	Président du Conseil d'Administration et administrateur
BANQUE TUNISO KOWEITIEUNE	Tunisie	Président du Conseil d'Administration et administrateur
NATIXIS ALGERIE	Algérie	Administrateur
BANQUE BCP SA	Luxembourg	Membre du conseil de surveillance
FRANSABANK France	France	Représentant permanent de BPCE IOM, administrateur et Vice-Président du Conseil d'administration
BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	Cameroun	Administrateur
BPCE MAROC	Maroc	Président de la SAS
BANQUE MALGACHE DE L'OCEAN INDIEN	Madagascar	Administrateur et Vice-Président du Conseil d'administration
BANQUE COMMERCIALE INTERNATIONALE	Congo (Brazzaville)	Administrateur

BANCA CARIGE	Italie	Administrateur
VOLKSBANK ROMANIA SA	Roumanie	Membre du conseil de surveillance
PRAMEX INTERNATIONAL CORP	Etats-Unis	Président du Conseil d'administration et administrateur
NATIXIS PRAMEX INTERNATIONAL S.r.l	Italie	Président du Conseil d'Administration

2. Yvan de LA PORTE du THEIL

✓ PRINCIPALES EXPERIENCES

De septembre 2002 à fin juillet 2009	Directeur Général de la BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE (Saint-Quentin-en-Yvelines)
De février 2009 à fin juillet 2009	Directeur Général Délégué de la BANQUE FEDERALE DES BANQUES POPULAIRES
Du 1 ^{er} août 2009 au 7 avril 2010	Membre du Directoire de BPCE, en charge de la Banque de détail à l'international, et Directeur Général - Banques Populaires

✓ PRINCIPAUX MANDATS

BPCE INTERNATIONAL ET OUTRE-MER	France	Administrateur
COFACE	France	Administrateur
BANQUE TUNISO-KOWEITIEUNE (BTK)	Tunisie	Administrateur
BANQUE DES MASCAREIGNES	Maurice	Administrateur
FRANSABANK	France	Administrateur
SEP MAB	France	Président du Conseil d'administration

3. Gonzague DE VILLELE

✓ PRINCIPALES EXPERIENCES

Banque Populaire Val de France

Depuis août 2009 : Directeur Général

✓ PRINCIPAUX MANDATS

BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE	France	Directeur général
INFORMATIQUE BANQUES POPULAIRES	France	Représentant légal de la BPVF, Administrateur
OUEST CROISSANCE GESTION	France	Représentant légal de la BPVF, Membre du conseil de surveillance
SOCIETARIAT BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE	France	Représentant légal de la BPVF, Président
PATRIMOINE ET COMMERCE	France	Membre du conseil de Surveillance
BANQUE TUNISO-KOWEITIEUNE	France	Administrateur

BANQUE PALATINE	France	Membre du conseil de surveillance
BANQUE PRIVEE 1818	France	Administrateur
VAL DE FRANCE TRANSACTIONS	France	Président
FEDERATION NATIONALE DES BANQUES POPULAIRES	France	Vice-Président

4. Frédéric GOUPY

✓ PRINCIPALES EXPERIENCES

BPCE International et Outre-Mer

Depuis janvier 2009 : Directeur Financier, membre du Comité de Direction Générale

✓ PRINCIPAUX MANDATS

BANQUE DE SAINT-PIERRE ET MIQUELON	France	Représentant permanent de BPCE IOM, administrateur
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	France	Administrateur
BANQUE DES ANTILLES FRANÇAISES	France	Représentant permanent de BPCE IOM, administrateur
BANQUE TUNISO KOWEITIEENNE	Tunisie	Représentant permanent de BPCE IOM, administrateur
INGEPAR	France	Administrateur
OCEORANE	France	Président de la SAS, Président du Conseil d'administration et Administrateur
BANQUE DE LA REUNION	France	Représentant permanent de BPCE IOM, administrateur
BANQUE DE TAHITI	France	Représentant permanent de BPCE IOM, administrateur
BPCE MAROC IMMOBILIER	Maroc	Administrateur

5. Alain MERLOT :

Depuis le 21 mars 2012 ·
De octobre 2006 à avril 2012
De novembre 1999 à septembre 2006 :

Directeur Général Délégué de BPCE IOM
Directeur Général de la BCI au Congo
Secrétaire Général de la BICEC au Cameroun

BPCE INTERNATIONAL ET OUTRE-MER	France	Directeur Général Délégué
BANQUE DE LA REUNION	France	Administrateur
BANQUE DES MASCAREIGNES	Ile Maurice	Administrateur
BANQUE DE NOUVELLE CALEDONIE	France	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur
BANQUE TUNISO-KOWEITIEENNE	Tunisie	Administrateur
OCEORANE	France	Administrateur
INGEPAR	France	Administrateur
BANQUE MALGACHE DE L'OCEAN INDIEN	Madagascar	Administrateur
BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	Mali	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur
BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT	Cameroun	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur
TSS OUTRE-MER	France	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur
TSS AFRICA	Cameroun	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur
TSS PACIFIQUE	France	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur
TSS MEDITERRANEE	Tunisie	Représentant permanent BPCE IOM, administrateur

6. Radhi MEDDEB

Depuis novembre 1986 PDG du GROUPE COMETE (Engineering, International et Immobilière)
Président du Conseil d'Administration d'IPEMED . *Think Tank euro-méditerranéen, basé à Paris,*
Président Fondateur de l'Association · Action et Développement Solidaire,
Membre du Conseil d'Administration de l'Université Tunis Al Manar,

Membre du MENA Advisory Panel, *auprès de la Banque Mondiale*,
Président du Conseil de Carthage Cement depuis Juillet 2014
Membre du Conseil d'Administration de Le Conseil (Février à Juin 2011)

7-Mohamed Hilal AL MUTAIRI

Chef de département Asie au Kuwait Investment Authority "KIA"

8 -Nabil AL ABDULJALIL

Secrétaire Général Adjoint au ministère des finances Koweïtiens

9- ALI OUERGHI

Chef de L'Unité des Crédits et du Financement des PME au Ministère des Finances

10- Mohamed CHOUIKHA

Depuis Septembre 2013- jusqu'à ce jour : Directeur Général des participations (Ministère des Finances)

11. Chekib NOUIRA

Président de Chekib Noura GROUP "CN GROUP" (Industries textiles, Agroalimentaires, Loisir et commerce Extérieur)

Président d'honneur de la Chambre Tuniso-Italienne de Commerce et de l'Industrie

Ancien Président de l'institut Arabe des Chefs d'Entreprises IACE

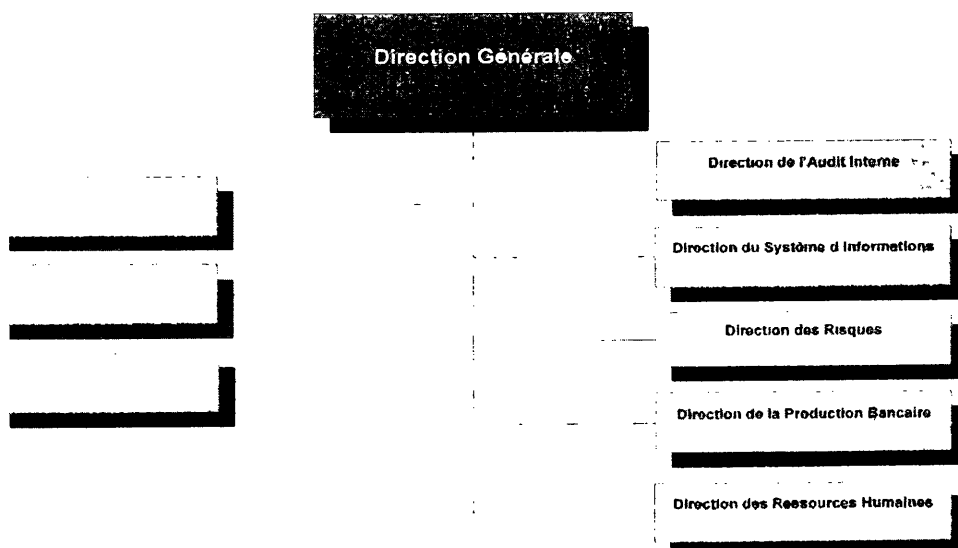
Ancien PDG de la BIAT

12-Mohsen GHANDRI

Plus de 27 ans dans une importante banque privée de la place financière et en particulier en tant que responsable de la filière engagement, de la production bancaire et finalement Directeur Général Adjoint puis membre du Directoire chargé des risques

ORGANISATION DE LA BANQUE

L'organigramme général de la BTK- groupe BPCE se présente comme suit



DESCRIPTION DE LA STRUCTURE, DU FONCTIONNEMENT ET DES ACTIVITES DE LA GESTION DES RISQUES

La BTK a veillé à structurer progressivement les fonctions de contrôle et à mettre aux normes l'organisation de la Banque, dans le souci du respect de la réglementation de la Banque Centrale Tunisienne et des normes du groupe BPCE, au travers de BPCE IOM.

La filière « Risques » de l'Etablissement avait été développée en 2008 avec la création d'un poste de Directeur des Risques Elle s'est renforcée progressivement, autour d'une organisation cible qui visait une couverture complète des zones de risques, notamment à ce jour, les risques de crédit, les risques opérationnels, les risques de marché et les risques de bilan (liquidité, solvabilité, taux).

En 2012, l'organisation a été temporairement aménagée Les fonctions « Contrôle » et « Engagements » ont été séparées.

Ainsi, une Direction des Engagements a été créée. Son rôle est d'analyser en deuxième niveau les dossiers de crédit sur l'ensemble des marchés et d'exercer des délégations de pouvoir de décision

Dans une logique de séparation de tâche, les fonctions de contrôle de risque et de conformité ont été séparées et rattachées provisoirement au secrétariat général. Elles fonctionnent en toute indépendance par rapport aux fonctions opérationnelles

Les fonctions Risques et Engagements ont également un lien fonctionnel fort avec la filière « Risques » du groupe BPCE

Leur cadre d'intervention, ses principales missions sont inspirées de la réglementation nationale édictée par la Banque Centrale et des Chartes Risques du Groupe BPCE qu'il convient d'adapter localement au sein d'une démarche globale de mise en place d'une Politique de Risques

En 2014, une Direction des risques est à nouveau créée regroupant les missions de mesure, surveillance et maîtrise des risques hors conformité, en application de la circulaire BCT n° 2006-19 relative au contrôle interne.

Cette direction est distincte des autres filières de contrôle interne et est hiérarchiquement rattachée au Directeur Général de l'établissement.

Les principales actions projetées en matière de dispositif de maîtrise de risques seront la création d'une cellule de contre-analyse des dossiers de crédits, la définition d'une politique risques de crédit, financiers et opérationnels et la mise en place d'un plan de contrôle annuel, avec suivi des réalisations et des plans d'actions

En matière de contrôles permanents, la BTK poursuivra le déploiement des référentiels de contrôles dans l'outil « PILCOP », la mise en place d'un PCA et l'Optimisation du pilotage et du contrôle 2nd niveau des risques

En 2015 les priorités sont les suivantes

- la mise en place d'un PCA
- la poursuite du déploiement des outils de contrôles permanents.
- l'optimisation du pilotage et du contrôle 2nd niveau des risques

PROFIL DE RISQUES DE LA BANQUE, NOTAMMENT LE NIVEAU D'EXPOSITION PAR TYPES DE RISQUES, PAR ZONE GEOGRAPHIQUE, PAR SECTEUR ET PAR PRINCIPAUX BENEFICIAIRES

Vision marché

Marché	Total Engagement				Dont Bilan			Dont Hors Bilan		
	Engagements 12/2013	Engagements 12/2014	Répartition Eng 12/2014	Evolution en %	Encours Bilan 12/2013	Encours Bilan 12/2014	Evolution en %	Hors Bilan 12/2013	Hors Bilan 12/2014	Evolution en %
Entreprise (1)	891 936	1 055 029	56,0%	18,3%	684 393	782 970	14,4%	207 544	272 059	31,1%
PME	545 515	995 427	53,0%	17,9%	335 572	702 316	19,0%	207 544	236 111	14,7%
Grande Entreprise	45 421	55 602	3,0%	24,6%	45 421	22 654	-50,1%	0	33 948	-
Banque de Détail (2)	547 276	697 732	37,1%	27,5%	511 485	647 036	26,5%	35 791	50 697	41,6%
Particulier	371 056	437 823	25,9%	31,5%	355 665	465 633	30,6%	14 393	22 144	53,8%
Professionnel	175 218	259 909	11,1%	29,1%	154 820	181 353	17,1%	21 393	28 556	33,5%
S/Total (1) + (2)	1 439 212	1 752 761	93,1%	21,8%	1 195 878	1 430 006	19,6%	243 335	322 755	32,6%
Immobilier	65 233	62 401	4,4%	-4,4%	73 302	73 049	-0,3%	12 935	9 351	-27,7%
S/Total (1) + (2) + (3)	1 525 450	1 835 162	97,5%	20,3%	1 269 180	1 503 055	18,4%	256 271	332 107	29,6%
Établissements financiers	43 939	35 290	1,9%	-19,5%	33 261	30 426	-21,5%	5 678	5 165	-9,1%
Secteur « ASFF »	13 751	12 547	0,7%	-8,5%	13 751	12 547	-8,5%	0	0	-
Total	1 583 110	1 883 000	100,0%	18,9%	1 321 192	1 545 728	17,0%	261 919	337 271	28,8%

En 2014, les engagements de la BTK ont progressé de 19%, et sont passés de 1,583 Milliards de dinars à 1,883 Milliards de dinars.

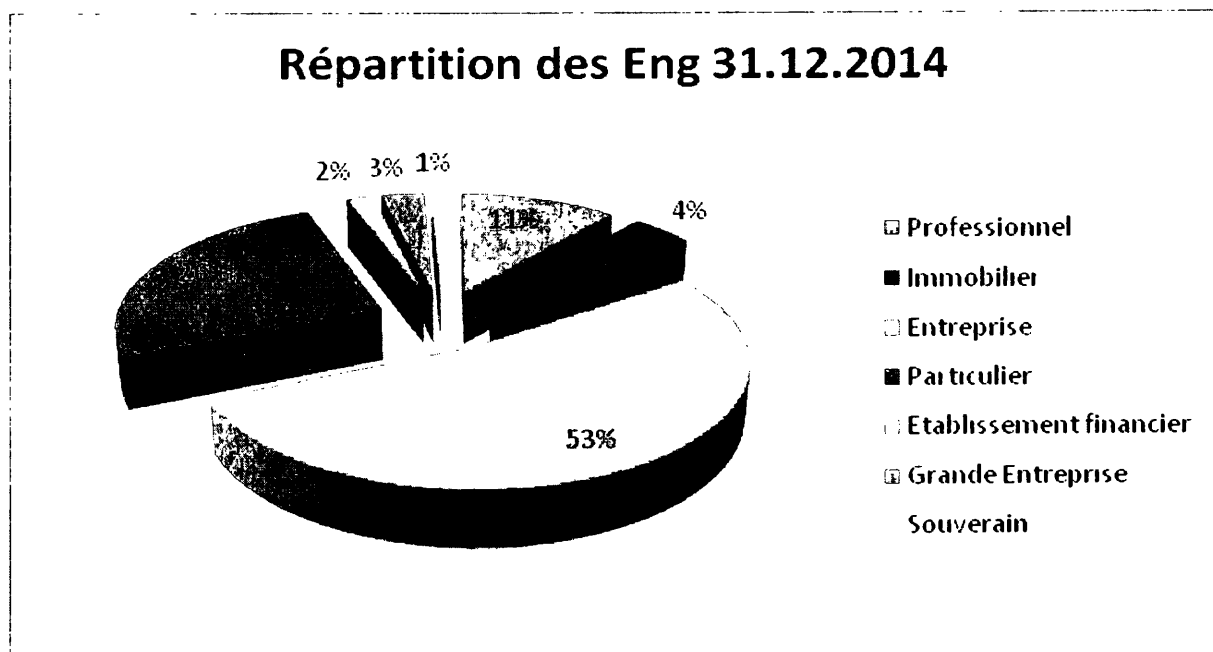
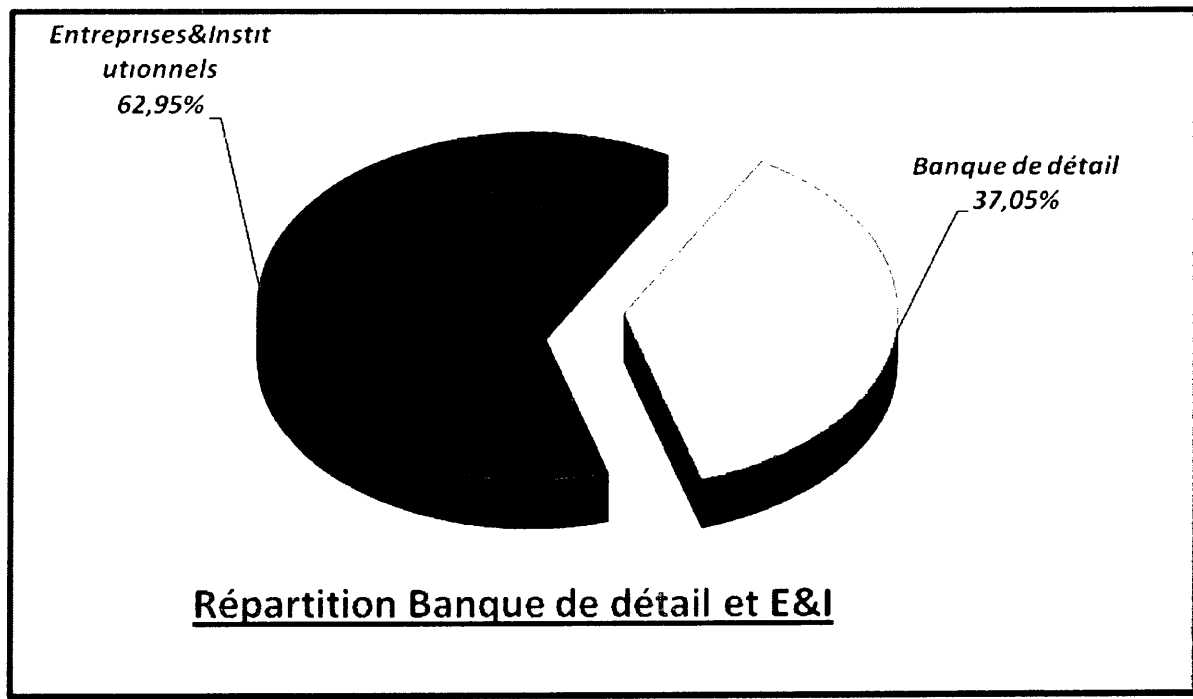
Les risques en portefeuille restent marqués par la prédominance des marchés spécialisés qui pèsent pour 63%. La Banque de détail représente désormais 37% contre 34 % en 2013 et 32% en 2012.

La progression sur la banque de détail est de l'ordre de 27,5 %. Le segment « particuliers » évolue de 31,5 % et celui des professionnels de 19,1%. Cette progression moindre des professionnels est le résultat de la stratégie prudentielle adoptée par la banque.

En ce qui concerne le marché des entreprises, les encours sont en hausse de l'ordre de 17,9 % alors que le marché des grandes entreprises, composé principalement des sociétés paraétatique (CTN, STIR, ETAP, STEG, SONEDE et Sté de Phosphates de GAFSA) connaît une évolution de 24,6%.

Nous constatons une baisse des encours sur les professionnels de l'immobilier (4,4%) et les établissements financiers (19,6 %), secteurs qui font l'objet d'une politique restrictive.

Poursuite du rééquilibrage entre « Entreprises » et « Banque de détail »



Vision sectorielle

La stratégie sectorielle a abouti à une meilleure division sectorielle, une sélection renforcée et une orientation sur des secteurs porteurs.

Secteur	TOTAL ENG 12/2013	TOTAL ENG 12/2014	répartition 12/2013	répartition 12/2014	% FP	Variation Déc 2014/ Dec 2013
Hôtellerie	36 119	136 514	6 6%	7 2%	64 2%	0 3%
BTP	26 726	134 494	8 0%	7 1%	83 0%	6 1%
Industrie Agroalimentaire	97 244	96 672	6 1%	5 1%	59 6%	0 6%
Commerce et réparation automobile	60 678	96 283	3 8%	5 1%	59 4%	56 7%
Métallurgie	69 400	76 524	4 4%	4 1%	47 2%	10 3%
Promotion immobilière	66 053	71 809	4 2%	3 8%	44 3%	8 7%
Chimie / plastique / caoutchouc	51 057	69 793	3 2%	3 7%	43 1%	30 7%
Commerce divers (vins de consommation hors alimentaire)	66 741	68 786	3 8%	3 7%	42 4%	13 2%
Fabrication de matériaux de construction	66 130	61 838	3 8%	3 3%	38 2%	2 9%
Commerce Matériaux de construction	51 313	58 878	3 2%	3 1%	30 3%	14 7%
Services aux entreprises	45 574	58 251	2 9%	3 1%	35 9%	27 3%
Eau gaz électricité	27 57	51 993	1 7%	2 8%	32 1%	88 6%
Industrie mécanique / électrique	41 241	50 361	2 6%	2 7%	31 1%	22 1%
Commerce d'équipement professionnels et industriels	32 402	40 065	2 0%	2 1%	24 7%	23 6%
Activités de la finance et de l'assurance	43 949	35 290	2 8%	1 9%	21 8%	19 6%
Industrie textile	28 400	32 543	1 8%	1 7%	20 1%	14 4%
Technologie de l'information et de télécommunication	22 404	31 181	1 4%	1 7%	13 2%	38 5%
Commerce agroalimentaire	17 842	26 497	1 1%	1 4%	16 3%	48 5%
Bois / papier / carton	18 705	22 539	1 2%	1 2%	13 9%	20 5%
Divers professionnels	11 705	19 277	0 7%	1 0%	11 9%	64 4%
Santé	8 329	18 449	0 5%	1 0%	11 4%	121 5%
Logis / enseignement services personnels	10 700	17 856	0 7%	0 9%	11 0%	66 9%
Services auxiliaires au transport	15 393	17 748	1 0%	0 9%	10 9%	15 3%
TRANSPORT MARITIME	18 420	14 183	1 2%	0 8%	8 7%	23 0%
Transport aérien	12 110	13 432	0 8%	0 7%	8 3%	10 9%
Mines et extractifs	11 104	12 833	0 7%	0 7%	7 9%	15 6%
Administration / Service public	13 751	12 615	0 9%	0 7%	7 8%	8 3%
Autres (fabrication diverses meubles bijoux artisanat)	10 042	12 561	0 6%	0 7%	7 7%	25 1%
Immobilier (autres que promotion)	20 165	10 591	1 3%	0 6%	6 3%	47 5%
Agriculture / Pêche	9 929	10 100	0 6%	0 5%	6 2%	1 7%
Édition / Imprimerie	5 491	6 136	0 3%	0 3%	3 8%	11 9%
Restauration	4 940	5 308	0 3%	0 3%	3 3%	7 4%
Location	1 451	1 893	0 1%	0 1%	1 2%	30 4%
GRANDS DISTRIBUTION	829	1 860	0 1%	0 1%	1 3%	124 4%
Total Engagements hors particulier	1 212 053	1 395 176	76 6%	74 1%	860 7%	15 1%
Particulier	371 058	487 823	23 4%	25 9%	300 9%	31 5%
Total general	1 583 111	1 883 000	100 0%	100 0%	1161 6%	18.9%

- Le portefeuille se caractérise par une bonne division des risques : aucun secteur ne pèse plus de 8% du total Engagements et 85% des FP.
- Le poids du secteur hôtellerie continue à baisser compte tenu du gel appliqué
- Les plus fortes augmentations sont observées pour les secteurs Santé, Commerce et réparation Automobile, Enseignement et Eau gaz électricité.

SINISTRALITE

Classe	BILAN 12/2014	HORS BILAN 12/2014	ENGAGEMENT 12/2014	Repartition 12/2014	Répartition 12/2013
0	1 089 053	312 808	1 401 861	74 4%	73 4%
1	168 016	16 948	184 964	9 8%	9 7%
2	17 166	2 929	15 120	0 8%	0 6%
3	16 213	801	21 989	1 2%	2 2%
4	255 280	3 786	259 066	13 8%	14 1%
Total	1 545 728	337 271	1 883 000	100 0%	100 0%

Répartition par classe 12/2014



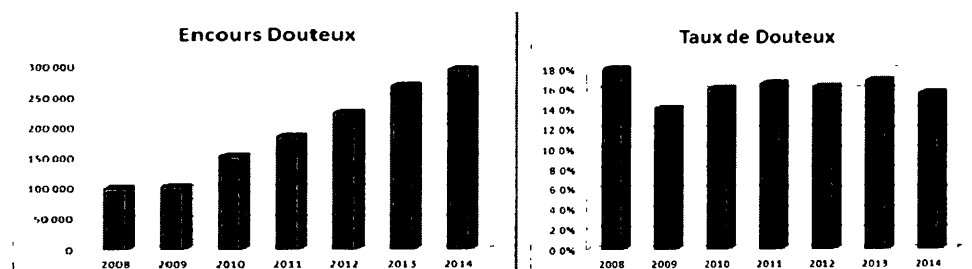
La classe 0 et la classe 1 représentent respectivement 74.4% et 9.8% du total engagement.

- Le total des actifs classés est de l'ordre 296 M représentant un taux de 15.7 % contre 16.9 en 2013 et 16.28 % en 2012

- Sur l'ensemble des encours classés :

- 0.8 % sont classés 2.
- 1.2 % sont classés 3
- La classe 4 représente 13.8 % du total engagement et 87 % des actifs classés.

- 63 % de l'encours de la classe 4 est en contentieux



Coût de Risque

CR	Budget	déc-14	déc-13	dec-12	déc-11
Cout du Risque Courant	8 226	7 001	7 922	7 118	9 696
Dotation sur creances	-	14 357	14 893	14 792	16 679
Reprises	-	7 355	6 971	7 674	6 983
Impact Cir BCT	5 800	7 522	4 123	-	-
Coût du Risque Individuel	14 026	14 523	12 045	7 118	9 696
Dotation Provisions collectives	1 100	1 400	1 377	4 000	-
Coût de Risque Global	15 126	15 923	13 422	11 118	9 696

Ratio	CR ind / Engagement et CR Ind / PNB	Budget	déc-14	déc-13	dec-12	dec-11
CR / Engagements en %		0.80%	0.77%	0.76%	0.52%	0.87%
CR / PNB		23.85%	22.90%	22.3%	18.2%	27.8%

A partir de 2013, le coût du risque individuel est composé d'une composante courante et d'une composante liée à la circulaire Déc 2013. Cette composante pèse 30% en 2013 et 50% en 2014, bien au dessus du budget.

En 2014, le coût du risque global ressort à 15 923 mDT contre un budget de 15 126 mDT.
Le coût du risque courant est en amélioration par rapport à 2013, et passe de 7 922 mDT à 7 001 mDT

Evolution CR Courant



Récapitulatif données 31/12/2015

Récap données

Recap Indicateur	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2014
Total engagements	1 376 180	1 583 110	1 883 000
Actifs courants	1 152 200	1 314 891	1 586 826
Actifs Classés	223 980	268 219	296 174
Taux Actifs Classés	16.28%	16.94%	15.73%
Taux Actif classés (sans agios Rés)	12.46%	13.08%	11.75%
Total Agios Rés.	59 908	70 308	84 962
Provisions constituées	55 796	63 718	70 719
Provisions collectives	5 377	6 765	8 165
Provisions Cir 2013-21	25 366	29 490	37 012
Recap Coût de Risque			
Recap Indicateur	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2014
CR Individuel	7 118	7 922	7 001
CR prov collectives	1 377	1 388	1 400
CR Cir BCT	0	4 123	7 522
Total CR	7 118	12 045	15 923
Ratios de Couvertures			
Ratio de Couverture	31.12.2012	31.12.2013	31.12.2014
Couverture Globale	10.64%	10.76%	10.67%
Couverture des actifs classés	62.98%	60.96%	64.00%
Couverture des actifs classés sans le agios réserves	49.47%	47.10%	50.26%